



Assemblée générale

Distr. générale
5 décembre 2014
Français
Original : anglais

Soixante-neuvième session

Point 132 de l'ordre du jour

Budget-programme de l'exercice biennal 2014-2015

Conditions de voyage en avion

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport sur les conditions de voyage en avion est soumis en application des résolutions 42/214, 45/248 A, 53/214, 63/268, 65/268 et 67/254 A et des décisions 44/442 et 46/450 de l'Assemblée générale, ainsi que de la décision 57/589 dans laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général de lui présenter un rapport sur la question tous les deux ans. On trouvera ci-après des renseignements sur les conditions de voyage en avion pour la période biennale terminée le 30 juin 2014 et, à des fins de comparaison, des statistiques pour la période terminée le 30 juin 2012 et des analyses des tendances observées au cours des 10 dernières années.

* Nouveau tirage pour raisons techniques (4 mars 2015).

14-66572* (F) 040315 040315



Merci de recycler 



I. Introduction

1. À l'ONU, les conditions de voyage en avion sont régies par une série de résolutions et de décisions de l'Assemblée générale, en particulier les résolutions 42/214, 45/248 A, 53/214, 63/268, 65/268 et 67/254 A, et les décisions 44/442, 46/450 et 57/589. Le Secrétaire général étant habilité à déroger au cas par cas aux règles applicables lorsqu'il juge bon de le faire, il a promulgué l'instruction administrative ST/AI/2013/3 en vue de l'application des différentes dispositions du statut du personnel relatives aux conditions de voyage en avion et aux dérogations autorisées.

2. Par le passé, des dérogations ont notamment été accordées dans les cas suivants : voyages de hautes personnalités; voyages de personnalités éminentes; voyages jugés particulièrement fatigants ou faisant l'objet d'un reclassement pour des raisons médicales; voyages des agents du Service de sécurité accompagnant le Secrétaire général, le Vice-Secrétaire général et leurs conjoints; voyages des agents du Service de sécurité accompagnant le Président de l'Assemblée générale; voyages pour lesquels il n'y a plus de place dans la classe normalement prévue et il semble raisonnable d'autoriser un reclassement.

3. Dans sa résolution 67/254 A, l'Assemblée générale a décidé que, pour les voyages autorisés des fonctionnaires d'un rang inférieur à celui de sous-secrétaire général, les voyages par avion s'effectueraient normalement en classe affaire dans le cas des vols sans escale d'au moins 9 heures et dans celui des vols à multiples escales d'une durée totale d'au moins 11 heures, y compris 2 heures au maximum pour les correspondances, sous réserve que le voyage jusqu'à la destination suivante reprenne dans les 12 heures. Elle a également prié le Secrétaire général de modifier ses instructions administratives relatives aux conditions de voyage en avion, de sorte que la durée d'un voyage soit déterminée en fonction de l'itinéraire le plus économique, sous réserve que le temps supplémentaire en résultant pour l'ensemble du voyage par rapport à l'itinéraire le plus direct n'excède pas quatre heures. Elle a par ailleurs approuvé, sous réserve des dispositions de la même résolution, la plupart des conclusions et recommandations figurant dans les rapports que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires avait consacrés aux propositions visant une utilisation plus efficace et rationnelle des ressources allouées aux voyages en avion (A/66/739) et aux conditions de voyage en avion (A/67/636), y compris la proposition de faire de la classe économique la classe normalement utilisée par les consultants et vacataires pour leurs voyages en avion, sauf si le Secrétaire général en décide autrement, en tenant compte du cas particulier de chaque personne (c'est-à-dire de son état de santé) et de l'intérêt de l'Organisation. En conséquence de quoi, le Secrétaire général adjoint à la gestion a promulgué en août 2013 une nouvelle instruction administrative sur les voyages autorisés tenant compte des décisions de l'Assemblée générale (ST/AI/2013/3). Ladite instruction modifie également les conditions applicables aux personnes voyageant pour le compte de l'Organisation sans avoir qualité de fonctionnaire, à l'exception des personnes explicitement exclues de ce régime en vertu du paragraphe 20 de la section VI de la résolution 67/254 A.

4. Dans la même résolution, l'Assemblée générale a pris note de la fréquence et du coût croissants des dérogations aux règles régissant les conditions de voyage par avion et prié le Secrétaire général de prendre des dispositions pour restreindre l'octroi de dérogations, d'effectuer une analyse des tendances et de lui présenter, au

plus tard à sa soixante-neuvième session, des propositions visant à améliorer les contrôles dans ce domaine. Elle l'a prié également d'examiner l'octroi de dérogations concernant les hautes personnalités et de lui en rendre compte. On trouvera des analyses et explications détaillées concernant l'évolution du nombre des dérogations et des coûts supplémentaires associés dans les sections II, III et IV du présent rapport.

5. Toujours dans la même résolution, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa soixante-neuvième session, de la suite donnée à toutes les recommandations figurant dans le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'audit complet des activités touchant les voyages en avion et des pratiques y afférentes (A/67/695). Elle l'a prié également : a) de faire figurer, dans le rapport sur les conditions de voyage par avion qu'il lui soumettrait à sa soixante-neuvième session, une analyse des incidences de l'application de sa décision de ramener de 75 % à 70 % du tarif économique comportant le moins de restrictions le montant pris en compte pour le calcul de la somme forfaitaire; et b) de faire de nouvelles propositions visant à modifier la formule du versement d'une somme forfaitaire.

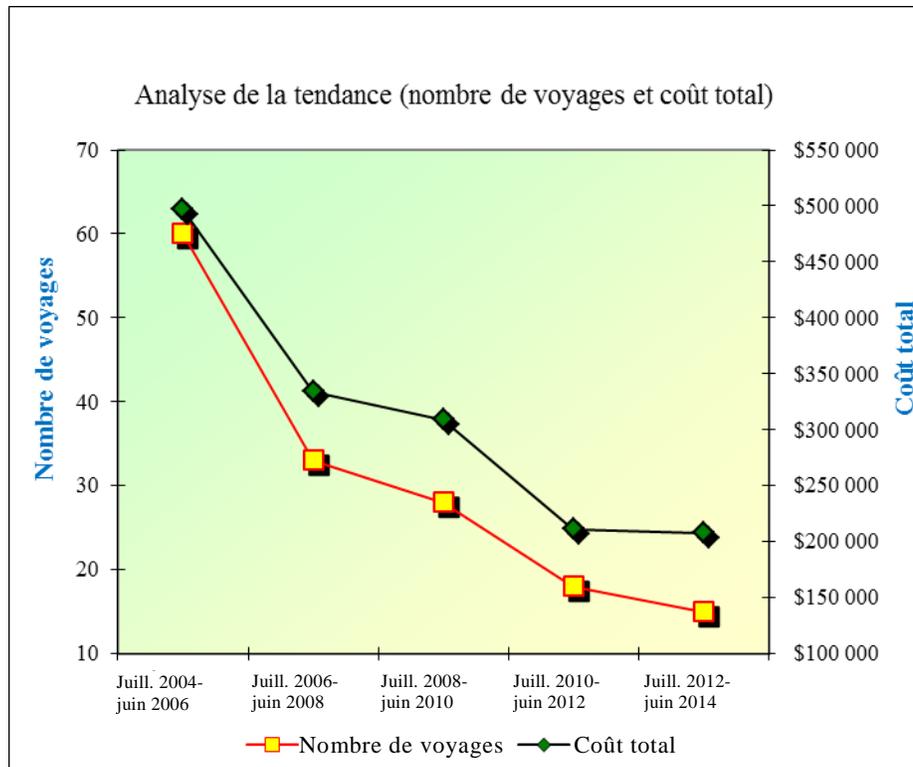
6. Les demandes formulées par l'Assemblée générale dans sa résolution 67/254 A qui font l'objet du paragraphe 5 ci-dessus sont traitées dans l'annexe XXII du présent rapport. **Étant donné qu'il a besoin d'un délai de réflexion supplémentaire, le Secrétaire général recommande d'appliquer le taux de 70 % jusqu'à la première partie de la reprise de la soixante-dixième session de l'Assemblée générale, à laquelle une proposition reposant sur les données de l'expérience et leur analyse sera soumise.**

II. Frais de voyage des délégations

7. Conformément aux dispositions de la résolution 42/214 de l'Assemblée générale, le paiement des voyages en première classe est réservé aux chefs de délégation des pays les moins avancés aux sessions ordinaires ou extraordinaires de l'Assemblée. Au cours de la période considérée, 15 voyages en première classe (représentant une dépense totale de 207 673 dollars) ont été autorisés, contre 18 voyages (211 218 dollars) pour la période du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2012.

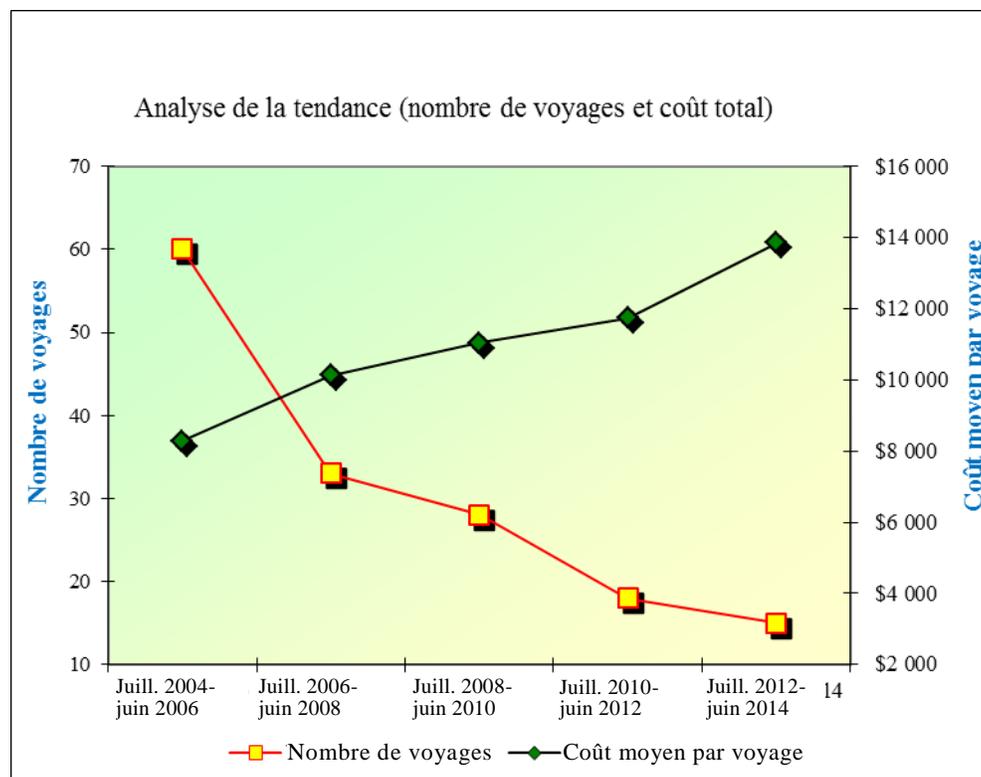
8. La figure I montre que le nombre de voyages des délégués à l'Assemblée générale et, par conséquent, les coûts, ont culminé au cours de la période biennale 2004-2006 pour décroître par la suite. Ce pic s'explique principalement par la tenue du Sommet mondial en 2005, à l'ouverture de la soixantième session de l'Assemblée.

Figure I
**Voyages en première classe des délégués aux sessions
 de l'Assemblée générale**



9. Dans le même temps, comme le montre la figure II, le coût moyen par voyage a augmenté régulièrement, passant de 8 277 dollars pour la période 2004-2006 à 13 845 dollars pour la période 2012-2014. Cette hausse cadre avec la tendance mondiale du secteur et résulte pour une large part des coûts supplémentaires induits par les mesures de sécurité, la surtaxe sur les carburants et les dépenses de fonctionnement, qui se répercutent sur les consommateurs. D'autre part, la concurrence n'est pas assez forte sur certains créneaux pour faire baisser les prix et certaines compagnies aériennes ne desservent plus les destinations non rentables, ce qui réduit l'offre.

Figure II
**Voyages en première classe des délégués aux sessions
 de l'Assemblée générale**



III. Frais de voyage du Président de l'Assemblée générale

10. Pour que le Président de l'Assemblée générale puisse s'acquitter de ses fonctions de façon efficace et rationnelle, l'Assemblée générale a décidé, par sa résolution 53/214, qu'il aurait toute latitude pour utiliser les crédits prévus pour le Bureau dans le budget-programme approuvé. Pendant la période considérée, quatre voyages ont été effectués en première classe pour un coût supplémentaire de 31 983 dollars, contre cinq pour un coût supplémentaire de 26 223 dollars au cours de l'exercice biennal clos le 30 juin 2012. On trouvera à l'annexe VI du présent rapport des renseignements détaillés sur les voyages autorisés du Président.

11. Le nombre de voyages en première classe du Président de l'Assemblée générale financés au moyen du budget ordinaire a atteint un pic pendant l'exercice 2004-2006, avec 15 voyages. Le coût supplémentaire moyen par voyage est monté à 7 996 dollars durant la période biennale terminée le 30 juin 2014, contre 5 245 dollars pour la période précédente. Cette évolution tient à l'augmentation générale du prix des billets d'avion en première classe (voir les figures III et IV ci-dessous).

Figure III
Voyages en première classe du Président de l'Assemblée générale

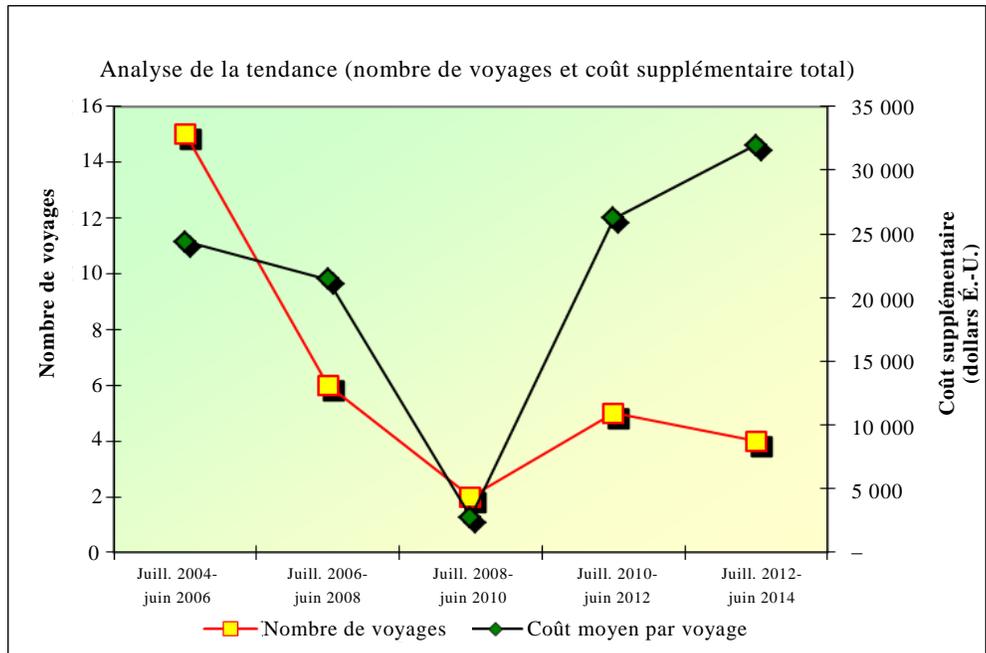
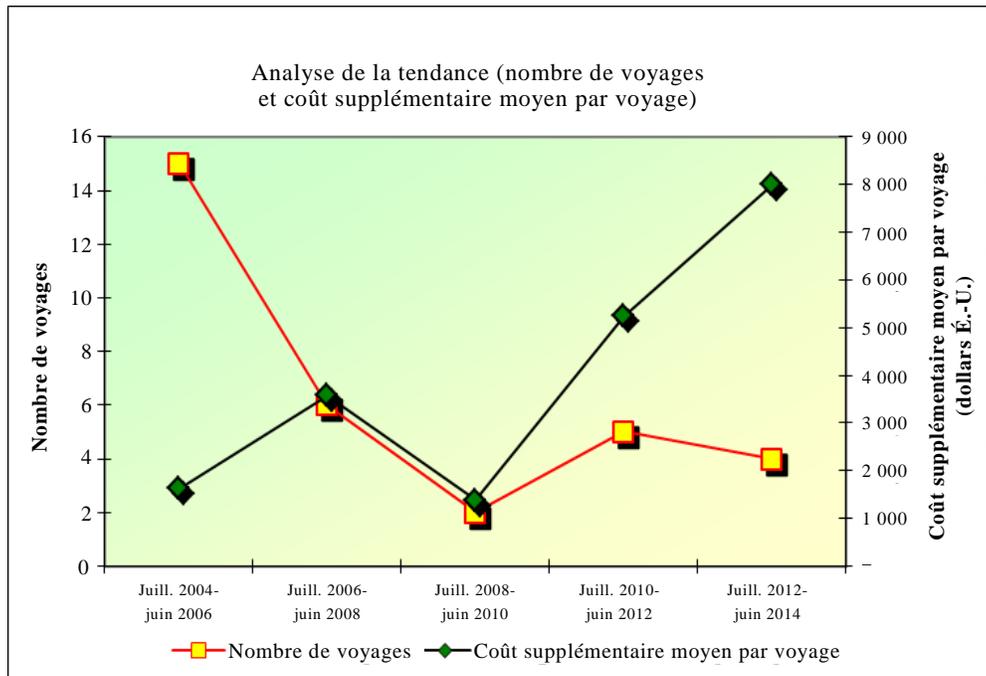


Figure IV
Voyages en première classe du Président de l'Assemblée générale



IV. Dérégations accordées par le Secrétaire général

12. Par sa résolution 42/214, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à déroger à la règle lorsqu'il jugerait bon de le faire, en autorisant au cas par cas des voyages en première classe. Des dérogations peuvent aussi être accordées en application du paragraphe 4.8 de l'instruction administrative ST/AI/2013/3 lorsque le Secrétaire général estime que des circonstances exceptionnelles le justifient. Dans l'exercice de cette prérogative, le Secrétaire général tient compte, notamment, des considérations suivantes :

a) Une demande de surclassement pour raisons médicales ne peut être présentée que lorsqu'il y a lieu de penser qu'un voyage dans une classe inférieure aurait des répercussions directes et importantes sur la santé du voyageur. Toute demande de ce type doit être soumise au préalable au Directeur de la Division des services médicaux, accompagnée de pièces suffisantes pour convaincre le Secrétaire général qu'un surclassement permettrait d'éviter ce préjudice. L'âge ne justifie pas en soi l'octroi d'une dérogation;

b) Les exigences du service font que l'intéressé est tenu de voyager à une date précise, alors que l'avion est complet dans la classe normalement prévue. Il peut également arriver qu'aucun vol ne soit disponible pour assurer les conditions de voyage auxquelles le voyageur a normalement droit et que l'indemnité journalière de subsistance qu'il faudrait verser à l'intéressé s'il devait attendre le vol suivant dépasse le coût supplémentaire occasionné par un voyage en classe supérieure. Il appartient au Secrétaire général de décider au cas par cas s'il s'agit là de « circonstances exceptionnelles » au sens de l'instruction administrative ST/AI/2013/3;

c) Le voyageur est une personnalité éminente (il a rang de chef d'État ou de gouvernement, qu'il soit ou non encore en exercice);

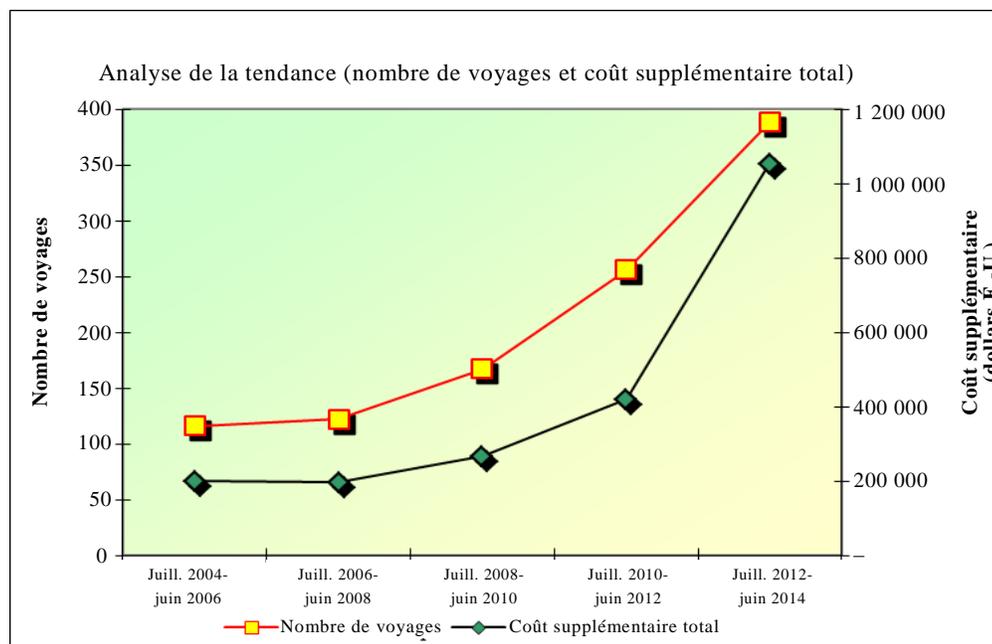
d) Le voyageur est une haute personnalité (il a rang de ministre, qu'il soit ou non encore en exercice, ou le Secrétaire général estime qu'il s'agit d'une personnalité du monde politique ou économique ou des milieux scientifiques, humanitaires ou culturels) qui offre ses services à l'Organisation;

e) Les exigences du service font que l'intéressé doit, après une journée entière de travail, voyager de nuit pour reprendre ses activités ou participer à une réunion de haut niveau dès le lendemain matin ou dès son arrivée; auquel cas il est normal de considérer que le voyage est particulièrement fatigant. Il serait toutefois préférable d'éviter ce genre de situation en planifiant les déplacements suffisamment à l'avance. Il appartient au Secrétaire général de décider au cas par cas s'il s'agit là de « circonstances exceptionnelles » au sens de l'instruction administrative ST/AI/2013/3.

13. La figure V montre qu'en ce qui concerne le Secrétariat, le nombre des voyages effectués dans le cadre des dérogations accordées par le Secrétaire général et leur coût supplémentaire total ont régulièrement augmenté. L'entrée en vigueur de l'instruction administrative ST/AI/2013/3, qui allonge la durée du voyage nécessaire pour donner droit à la classe affaires et fait de la classe économique la norme pour les voyages en avion des consultants, vacataires et autres non-fonctionnaires fournissant des services à l'Organisation, a entraîné une demande accrue de dérogations pendant la période 2012-2014, en particulier dans la catégorie des

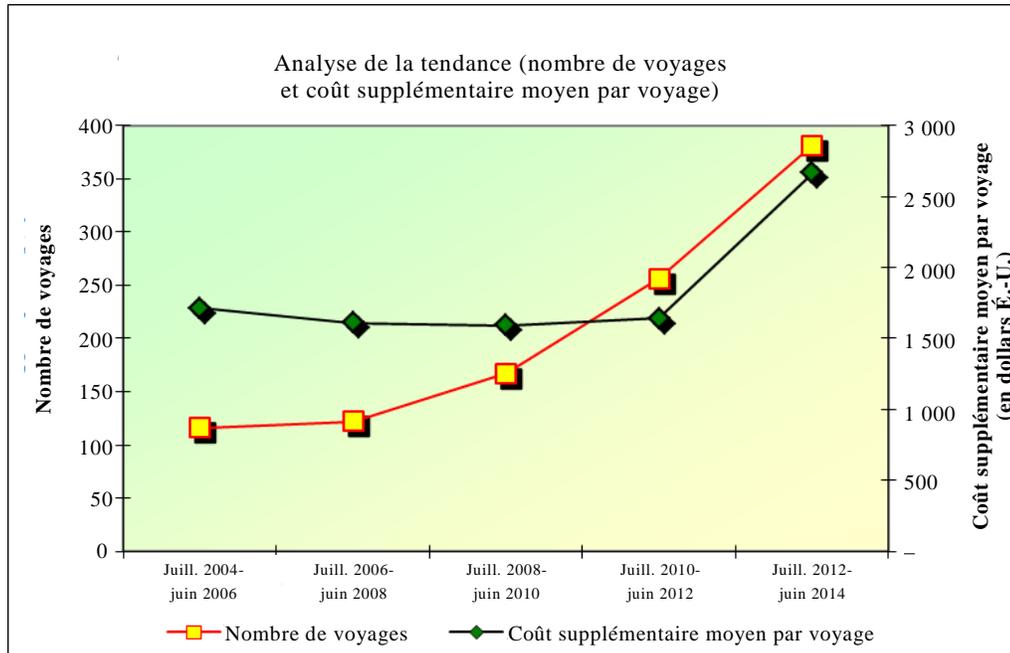
personnalités. Un grand nombre de ces dernières offrent bénévolement leurs services à l'Organisation en participant à des réunions de travail, en siégeant dans des comités techniques ou consultatifs ou en contribuant aux travaux de groupes de haut niveau. Il importe de noter que dans l'ancien système certaines de ces personnalités n'avaient pas besoin de dérogation parce qu'elles bénéficiaient des mêmes conditions de voyage que les fonctionnaires.

Figure V
Dérogations autorisées pour le Secrétariat de l'ONU



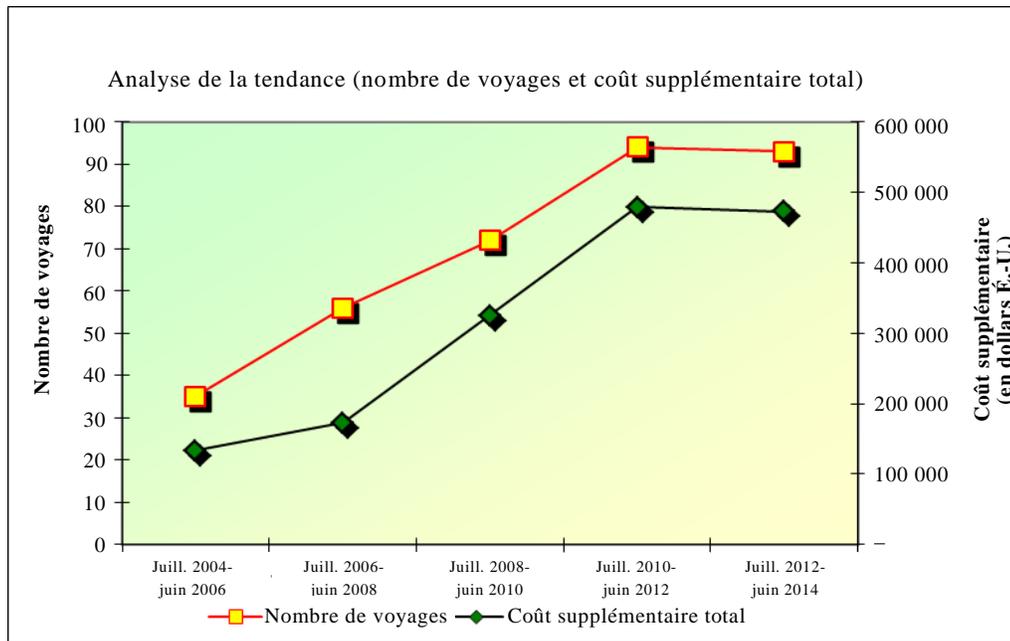
14. La figure VI montre que le coût moyen par voyage effectué pour le compte du Secrétariat s'est établi à 2 666 dollars pour la période 2012-2014, contre 1 641 dollars pour la période 2010-2012. On peut imputer cette augmentation à deux cas de rapatriement sanitaire d'urgence de fonctionnaires, qui ont dû être effectués à bord de vols affrétés et ont entraîné un coût supplémentaire de 153 261 dollars, ainsi qu'à la tendance mondiale à la hausse des tarifs aériens.

Figure VI
Dérogations autorisées pour le Secrétariat de l'ONU



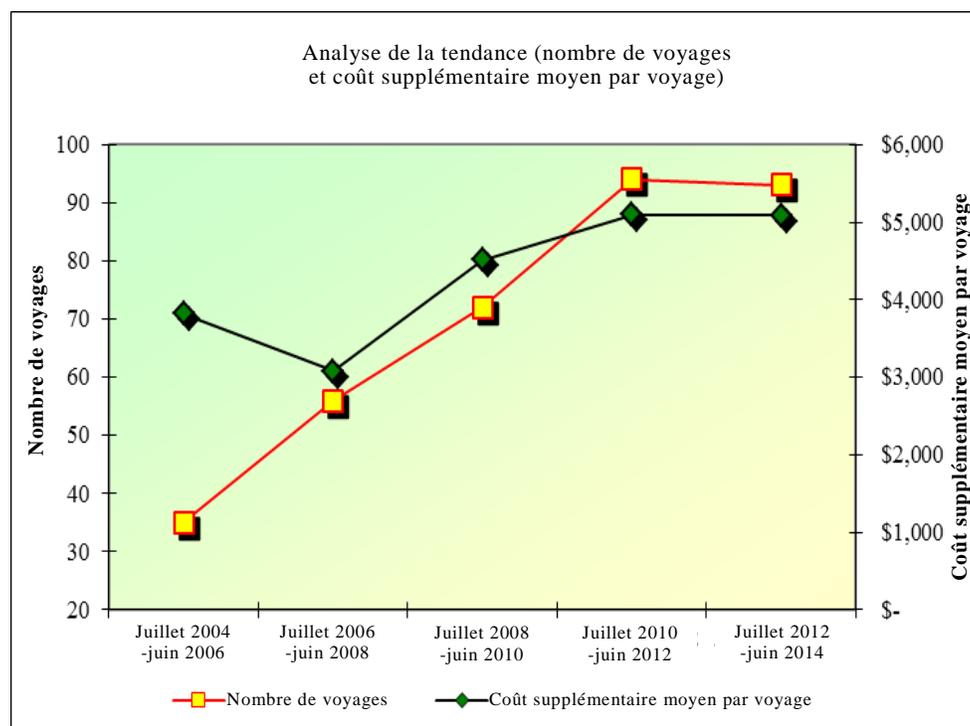
15. Une dérogation est également accordée lorsque le voyageur assure la sécurité du Président de l'Assemblée générale, du Secrétaire général ou du Vice-Secrétaire général, et de leur conjoint ou de toute autre personnalité autorisée à voyager au nom du Secrétaire général en qualité de représentant personnel. La figure VII montre que, pour la période biennale terminée le 30 juin 2014, 93 voyages de ce type ont été effectués pour un coût supplémentaire de 472 914 dollars, chiffres voisins de ceux de la période terminée le 30 juin 2012, au cours de laquelle 94 voyages avaient été effectués pour un coût supplémentaire de 478 499 dollars.

Figure VII
Voyages des agents de sécurité



16. La figure VIII montre que, pour la période 2012-2014, le coût moyen par voyage du personnel des services de sécurité s'établit à 5 085 dollars, chiffre semblable à celui de la période 2010-2012, soit 5 094 dollars. Cette stabilité peut s'expliquer par le fait que pendant la période considérée, l'Administration s'est efforcée de réserver les billets à l'avance et de faire voyager les agents de sécurité en classe affaires plutôt qu'en première classe.

Figure VIII
Voyages des agents de sécurité



17. En application de la résolution 65/268, le présent rapport contient des données récapitulatives concernant les dérogations accordées en ce qui concerne l'ONU et les entités apparentées au cours de la période à l'examen (voir tableau 1) ainsi que des données récapitulatives comparatives concernant les dérogations accordées au cours de la période biennale terminée le 30 juin 2012 (voir tableau 2).

Tableau 1

Dérogations accordées pendant la période du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2014 en ce qui concerne l'Organisation des Nations Unies et les entités apparentées

(En dollars des États-Unis)

Motif de dérogation	Première classe		Classe affaires		Total		Ventilation des coûts supplémentaires	
	Nombre de voyages supplémentaire	Coût supplémentaire	Nombre de voyages supplémentaire	Coût supplémentaire	Nombre de voyages supplémentaire	Coût supplémentaire	Budget ordinaire	Autres
Raisons médicales	2	153 261	111	252 788	113	406 049	254 768	151 281
Avion complet dans la classe normalement prévue	13	14 633	15	4 709	28	19 342	11 863	7 479

Motif de dérogation	Première classe		Classe affaires		Total		Ventilation des coûts supplémentaires	
	Nombre de voyages supplémentaire	Coût	Nombre de voyages supplémentaire	Coût	Nombre de voyages supplémentaire	Coût	Budget ordinaire	Autres
Personnalité éminente	–	–	30	63 366	30	63 366	19 066	44 300
Haute personnalité	–	–	459	1 238 105	459	1 238 105	312 160	925 945
Voyage particulièrement fatigant	–	–	20	69 729	20	69 729	2 366	67 363
Sécurité	68	408 121	25	64 793	93	472 914	472 914	–
Total partiel	83	576 015	660	1 693 490	743	2 269 505	1 073 137	1 196 368
Voyages autorisés par le Président de l'Assemblée générale	4	31 983	–	–	4	31 983	31 983	–
Total	87	607 998	660	1 693 490	747	2 301 488	1 105 120	1 196 368

Tableau 2

Dérogations accordées pendant la période du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2012 en ce qui concerne l'Organisation des Nations Unies et les entités apparentées

(En dollars des États-Unis)

Motif de dérogation	Première classe		Classe affaires		Total		Ventilation des coûts supplémentaires	
	Nombre de voyages supplémentaire	Coût	Nombre de voyages supplémentaire	Coût	Nombre de voyages supplémentaire	Coût	Budget ordinaire	Autres
Raisons médicales	–	–	136	264 959	136	264 959	63 332	201 627
Avion complet dans la classe normalement prévue	35	21 460	21	13 542	56	35 002	1 276	33 726
Personnalité éminente	3	30 044	69	78 750	72	108 794	18 052	90 742
Haute personnalité	–	–	153	280 258	153	280 258	25 932	254 326
Voyage particulièrement fatigant	–	–	3	4 571	3	4 571	–	4 571
Sécurité	84	468 427	10	10 072	94	478 499	478 327	172
Vice-Secrétaire général ^a	10	70 628	–	–	10	70 628	58 121	12 507
Total partiel	132	590 559	392	652 152	524	1 242 711	645 040	597 671

Motif de dérogation	Première classe		Classe affaires		Total		Ventilation des coûts supplémentaires	
	Nombre de voyages supplémentaire	Coût	Nombre de voyages supplémentaire	Coût	Nombre de voyages supplémentaire	Coût	Budget ordinaire	Autres
Voyages autorisés par le Président de l'Assemblée générale	5	26 223	–	–	5	26 223	26 223	–
Total	137	616 782	392	652 152	529	1 268 934	671 263	597 671

^a Période du 1^{er} juillet 2010 au 3 avril 2011 (depuis le 4 avril 2011, les voyages du Vice-Secrétaire général ne sont plus considérés comme faisant l'objet d'une dérogation, compte tenu des dispositions de la résolution 65/268 de l'Assemblée générale).

18. Le tableau 3 récapitule les dérogations accordées, en ce qui concerne le Secrétariat, au cours de la période considérée. Les annexes I à V du présent rapport contiennent des renseignements détaillés sur le nombre et la nature des dérogations accordées dans les conditions susmentionnées pendant la période du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2014, et sur les coûts supplémentaires qu'elles ont entraînés.

Tableau 3

Dérogations accordées pendant la période du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2014 en ce qui concerne l'Organisation des Nations Unies

(En dollars des États-Unis)

Motif de dérogation	Première classe		Classe affaires		Total		Ventilation des coûts supplémentaires	
	Nombre de voyages supplémentaire	Coût	Nombre de voyages supplémentaire	Coût	Nombre de voyages supplémentaire	Coût	Budget ordinaire	Autres
Raisons médicales	2	153 261	99	221 363	101	374 624	254 768	119 856
Avion complet dans la classe normalement prévue	12	14 045	5	933	17	14 978	11 863	3 115
Personnalité éminente	–	–	20	42 135	20	42 135	19 066	23 069
Haute personnalité	–	–	234	551 160	234	551 160	312 160	239 000
Voyage particulièrement fatigant	–	–	9	32 896	9	32 896	2 366	30 530
Sécurité	68	408 121	25	64 793	93	472 914	472 914	–
Total partiel	82	575 427	392	913 280	474	1 488 707	1 073 137	415 570

Motif de dérogation	Première classe		Classe affaires		Total		Ventilation des coûts supplémentaires	
	Nombre de voyages supplémentaire	Coût	Nombre de voyages supplémentaire	Coût	Nombre de voyages supplémentaire	Coût	Budget ordinaire	Autres
Voyages autorisés par le Président de l'Assemblée générale	4	31 983	–	–	4	31 983	31 983	–
Total	86	607 410	392	913 280	478	1 520 690	1 105 120	415 570

19. Le tableau 4 présente une analyse comparative des dérogations accordées en ce qui concerne le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pendant la période biennale terminée le 30 juin 2012.

Tableau 4
Dérogations accordées pendant la période du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2012 en ce qui concerne le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

(En dollars des États-Unis)

Motif de dérogation	Première classe		Classe affaires		Total		Ventilation des coûts supplémentaires	
	Nombre de voyages supplémentaire	Coût	Nombre de voyages supplémentaire	Coût	Nombre de voyages supplémentaire	Coût	Budget ordinaire	Autres
Raisons médicales	–	–	104	183 232	104	183 232	63 332	119 900
Avion complet dans la classe normalement prévue	34	20 982	9	1 932	43	22 914	1 276	21 638
Personnalité éminente	3	30 044	19	28 334	22	58 378	18 052	40 326
Haute personnalité	–	–	87	155 658	87	155 658	25 932	129 726
Sécurité	84	468 427	9	9 900	93	478 327	478 327	–
Vice-Secrétaire général ^a	10	70 628	–	–	10	70 628	58 121	12 507
Total partiel	131	590 081	228	379 056	359	969 137	645 040	324 097
Voyages autorisés par le Président de l'Assemblée générale	5	26 223	–	–	5	26 223	26 223	–
Total	136	616 304	228	379 056	364	995 360	671 263	324 097

^a Période du 1^{er} juillet 2010 au 3 avril 2011 (depuis le 4 avril 2011, les voyages du Vice-Secrétaire général ne sont plus considérés comme faisant l'objet d'une dérogation, compte tenu des dispositions de la résolution 65/268 de l'Assemblée générale).

20. Le tableau 5 ci-après récapitule les dérogations accordées en ce qui concerne les autres entités des Nations Unies au cours de la période considérée, tandis que le tableau 6 fournit les mêmes informations pour la période terminée le 30 juin 2012. Les annexes VII à XXI présentent des données détaillées sur les dérogations accordées pour la période 2012-2014 en ce qui concerne, respectivement, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Fonds des Nations Unies pour la population, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, l'Université des Nations Unies, le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe, le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et le Corps commun d'inspection de l'ONU.

21. Les figures IX et X indiquent que, pour les autres entités du système des Nations Unies, 269 voyages ont fait l'objet d'une dérogation pendant la période considérée, contre 165 au cours de la période biennale précédente, soit une dépense supplémentaire totale de 780 798 dollars, contre 273 574 dollars à la période précédente. Le coût moyen par voyage, qui s'établit à 2 903 dollars pour la période 2012-2014 (contre 1 658 dollars en 2010-2012), a également augmenté. Cet état de choses correspond à la tendance mondiale à la hausse des tarifs aériens.

Figure IX

Dérogations accordées pour les entités du système des Nations Unies

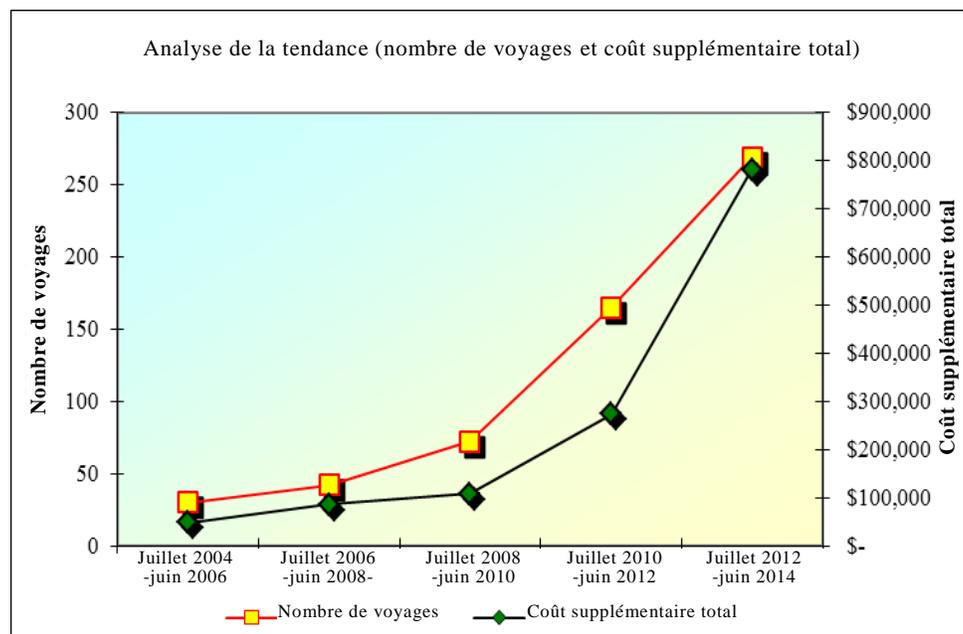


Figure X
Dérégations accordées pour les entités du système des Nations Unies

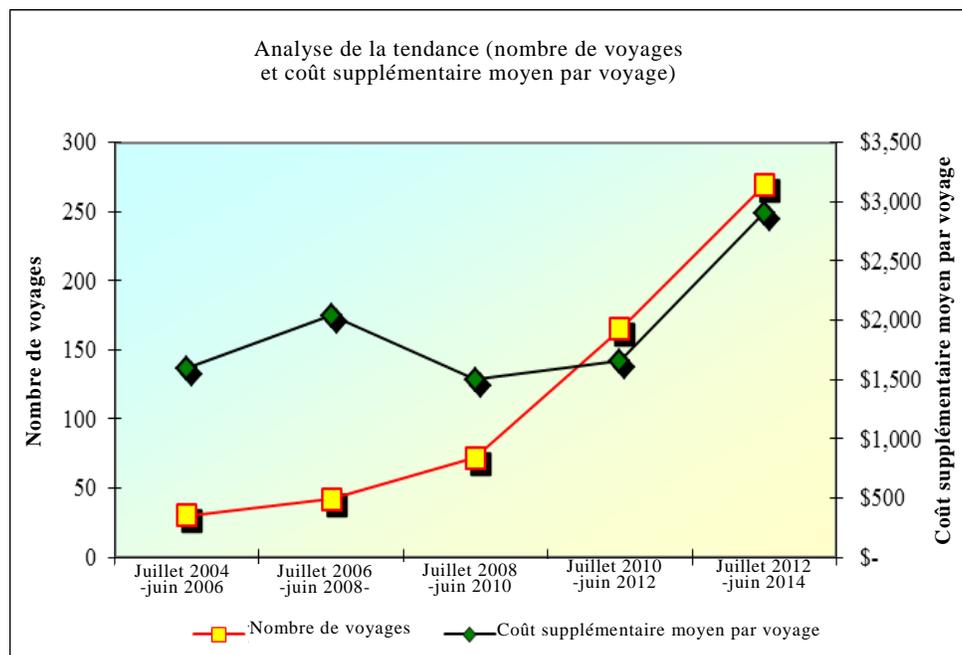


Tableau 5
Dérégations accordées pendant la période du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2014 en ce qui concerne les autres entités du système des Nations Unies

(En dollars des États-Unis)

Motif de dérogation	Première classe		Classe affaires		Total	
	Nombre de voyages	Coût supplémentaire	Nombre de voyages	Coût supplémentaire	Nombre de voyages	Coût supplémentaire
Raisons médicales	–	–	12	31 425	12	31 425
Avion complet dans la classe normalement prévue	1	588	10	3 776	11	4 364
Personnalité éminente	–	–	10	21 231	10	21 231
Haute personnalité	–	–	225	686 945	225	686 945
Voyage particulièrement fatigant	–	–	11	36 833	11	36 833
Total	1	588	268	780 210	269	780 798

Tableau 6
**Dérogations accordées pendant la période du 1^{er} juillet 2010
 au 30 juin 2012 en ce qui concerne les autres entités du système
 des Nations Unies**

(En dollars des États-Unis)

<i>Motif de dérogation</i>	<i>Première classe</i>		<i>Classe affaires</i>		Total	
	<i>Nombre de voyages</i>	<i>Coût supplémentaire</i>	<i>Nombre de voyages</i>	<i>Coût supplémentaire</i>	Nombre de voyages	Coût supplémentaire
Raisons médicales	–	–	32	81 727	32	81 727
Avion complet dans la classe normalement prévue	1	478	12	11 610	13	12 088
Personnalité éminente	–	–	50	50 416	50	50 416
Haute personnalité	–	–	66	124 600	66	124 600
Voyage particulièrement fatiguant	–	–	3	4 571	3	4 571
Sécurité	–	–	1	172	1	172
Total	1	478	164	273 096	165	273 574

Annexe I

Dérogations accordées pour raisons médicales (1^{er} juillet 2012-30 juin 2014)

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Première classe^a		
Département de la gestion		
1. Spécialiste de la gestion de l'information, Bureau des services centraux d'appui	New York/Sydney	76 900
2. Fonctionnaire chargé des achats, Bureau des services centraux d'appui	New York/Auckland	76 361
Total partiel		153 261
Classe affaires		
Département des affaires économiques et sociales		
1. Directeur du secrétariat du Forum des Nations Unies sur les forêts	New York/Stockholm/New York	1 258
2. Directeur du secrétariat du Forum des Nations Unies sur les forêts	New York/Stockholm/New York	4 448
3. Directeur du secrétariat du Forum des Nations Unies sur les forêts	New York/Stockholm/Helsinki/New York	4 308
4. Directeur de la Division des politiques sociales et du développement social	New York/Genève/New York	5 435
5. Directeur de la Division des politiques sociales et du développement social	New York/Genève/New York	4 611
6. Directeur de la Division des politiques sociales et du développement social	New York/Londres/New York	3 451
7. Directeur de la Division des politiques sociales et du développement social	New York/Guayaquil/Saint-Domingue/ New York	179
8. Directeur de la Division des politiques sociales et du développement social	New York/Rome/Vienne/New York	2 039
9. Directeur de la Division des politiques sociales et du développement social	New York/Londres/New York	1 615
10. Directeur de la Division des politiques sociales et du développement social	New York/Rome/New York	2 436
Bureau de la coordination des affaires humanitaires		
11. Directeur du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (Genève)	Genève/New York/Genève	633
12. Directeur du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (Genève)	Genève/Koweït/Genève	1 875
13. Directeur du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (Genève)	Genève/Bakou/Vladivostok/Genève	4 811
14. Directeur du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (Genève)	Genève/New York/Genève	1 842

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
15. Directeur du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (Genève)	Genève/New York/Genève	3 443
16. Chef du Service des communications et de l'information	New York/Genève/Bruxelles/New York	7 821
Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme		
17. Personne accompagnant un membre du Comité des droits des personnes handicapées	Belgrade/Genève/Belgrade	297
18. Personne accompagnant un membre du Comité des droits des personnes handicapées	Madrid/Genève/Madrid	598
19. Personne accompagnant un membre du Comité des droits des personnes handicapées	Dusseldorf/Genève/Dusseldorf	792
20. Personne accompagnant un membre du Comité des droits des personnes handicapées	Amman/Genève/Amman	1 636
21. Personne accompagnant un membre du Comité des droits des personnes handicapées	Copenhague/Genève/Copenhague	1 414
22. Personne accompagnant un membre du Comité des droits des personnes handicapées	Londres/New York/Genève/Londres	2 644
23. Personne accompagnant un membre du Comité des droits des personnes handicapées	Istanbul/Genève/Istanbul	869
24. Personne accompagnant un membre du Comité des droits des personnes handicapées	Dusseldorf/Genève/Dusseldorf	824
25. Personne accompagnant un membre du Comité des droits des personnes handicapées	Madrid/Genève/Madrid	426
26. Personne accompagnant un membre du Comité des droits des personnes handicapées	Copenhague/Genève/Copenhague	1 646
27. Personne accompagnant un membre du Comité des droits des personnes handicapées	Madrid/Genève/Madrid	988
28. Personne accompagnant un membre du Comité des droits des personnes handicapées	Amman/Genève/Amman	1 621
29. Personne accompagnant un membre du Comité des droits des personnes handicapées	Belgrade/Genève/Belgrade	353
30. Personne accompagnant un membre du Comité des droits des personnes handicapées	Istanbul/Genève/Istanbul	1 394

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
31. Directeur de la Division de la recherche et du droit au développement	Genève/New York/Genève	3 557
32. Personne accompagnant un membre du Comité des droits des personnes handicapées	Madrid/Genève/Madrid	253
33. Personne accompagnant un membre du Comité des droits des personnes handicapées	Copenhague/Genève/Copenhague	1 502
34. Personne accompagnant un membre du Comité des droits des personnes handicapées	Belgrade/Genève/Belgrade	249
35. Personne accompagnant un membre du Comité des droits des personnes handicapées	Amman/Genève/Amman	1 596
36. Personne accompagnant un membre du Comité des droits des personnes handicapées	Genève/Kaboul/Genève	1 937
37. Personne accompagnant un membre du Comité des droits des personnes handicapées	Santiago/New York/Santiago	7 295
38. Personne accompagnant un membre du Comité des droits des personnes handicapées	Santiago/New York/Santiago	5 548
39. Personne accompagnant un membre du Comité des droits des personnes handicapées	Istanbul/Genève/Istanbul	1 413
40. Personne accompagnant un membre du Comité des droits des personnes handicapées	Amman/Genève/Amman	1 607
41. Personne accompagnant un membre du Comité des droits des personnes handicapées	Madrid/Genève/Madrid	302
42. Personne accompagnant un membre du Comité des droits des personnes handicapées	Copenhague/Genève/Copenhague	1 259
43. Personne accompagnant un membre du Comité des droits des personnes handicapées	Istanbul/Genève/Istanbul	1 544
44. Personne accompagnant un membre du Comité des droits des personnes handicapées	Nairobi/Genève/Nairobi	2 257
45. Personne accompagnant un membre du Comité des droits des personnes handicapées	Belgrade/Genève/Belgrade	175
46. Personne accompagnant un membre du Comité des droits des personnes handicapées	Bangkok/Genève/Bangkok	1 380

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
47. Personne accompagnant un membre du Comité des droits des personnes handicapées	Sydney/Genève/Sydney	2 449
48. Personne accompagnant un membre du Comité des droits des personnes handicapées	Kampala/Genève/Kampala	1 399
49. Personne accompagnant un membre du Comité des droits des personnes handicapées	Guatemala/Genève/Guatemala	2 678
50. Personne accompagnant un membre du Comité des droits des personnes handicapées	Mexico City/Genève/Mexico	2 550
51. Personne accompagnant un membre du Comité des droits des personnes handicapées	Quito/Genève/Quito	1 151
52. Personne accompagnant un membre du Comité des droits des personnes handicapées	Santiago/New York/Santiago	2 564
53. Personne accompagnant un membre du Comité des droits des personnes handicapées	Santiago/New York/Santiago	5 629
54. Personne accompagnant un membre du Comité des droits des personnes handicapées	Entebbe/New York/Entebbe	2 694
55. Conseiller pour les droits de l'homme et l'invalidité du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH)	Washington/Genève	1 970
56. Conseiller pour les droits de l'homme et l'invalidité (HCDH)	Genève/New York/Genève	3 135
57. Conseiller pour les droits de l'homme et l'invalidité (HCDH)	Genève/New York/Genève	3 250
58. Conseiller pour les droits de l'homme et l'invalidité (HCDH)	Genève/New York/Genève	4 472
59. Conseiller pour les droits de l'homme et l'invalidité (HCDH)	Genève/New York/Genève	3 352
60. Personne accompagnant le Conseiller pour les droits de l'homme et l'invalidité (HCDH)	Genève/New York/Genève	3 352
61. Personne accompagnant le Conseiller pour les droits de l'homme et l'invalidité (HCDH)	Genève/New York/Genève	3 135
62. Personne accompagnant le Conseiller pour les droits de l'homme et l'invalidité (HCDH)	Genève/New York/Genève	3 250
63. Personne accompagnant le Conseiller pour les droits de l'homme et l'invalidité (HCDH)	Genève/New York/Genève	4 472
64. Personne accompagnant un Conseiller pour les droits de l'homme et l'invalidité (HCDH)	Santiago/Genève/Santiago	3 099

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
65. Conseiller principal pour les enfants handicapés du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)	New York/Genève/New York	5 857
66. Personne accompagnant le Conseiller principal pour les enfants handicapés (UNICEF)	New York/Genève/New York	5 857
Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire		
67. Membre du contingent pakistanais	Abidjan/Doubai/Pakistan	1 620
68. Membre du contingent bangladais	Abidjan/Doubai/Dhaka	1 850
69. Membre du contingent malawien	Abidjan/Nairobi/Malawi	2 495
70. Membre du contingent jordanien	Abidjan/Amman	3 522
71. Membre du contingent nigérian	Abidjan/Niamey	798
72. Membre du contingent bangladais	Abidjan/Doubai/Dhaka	2 661
Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti		
73. Membre du contingent tunisien	Port-au-Prince/Tunis	5 009
74. Accompagnateur médical d'un membre du contingent tunisien	Port-au-Prince/Tunis/Port-au-Prince	5 323
Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo		
75. Membre guinéen de la Police des Nations Unies	Entebbe/Addis-Abeba/Conakry	520
76. Membre du contingent indien	Entebbe/Mumbai	703
77. Fonctionnaire chargé des achats de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO)	Kinshasa/Johannesburg/Kinshasa	815
78. Fonctionnaire chargé des achats (MONUSCO)	Kinshasa/Johannesburg/Kinshasa	718
79. Membre du contingent égyptien	Johannesburg/Le Caire	1 040
80. Membre du contingent marocain	Johannesburg/Doubai/Casablanca	1 469
81. Volontaire tanzanien des Nations Unies	Johannesburg/Arusha	1 035
82. Accompagnateur médical d'un Volontaire tanzanien des Nations Unies	Johannesburg/Arusha/Kinshasa	980
Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour		
83. Membre du contingent éthiopien	Khartoum/Addis-Abeba	262
84. Membre du contingent nigérian	Khartoum/Lagos	165
85. Membre du contingent éthiopien	Khartoum/Addis-Abeba	435
86. Membre du contingent nigérian	Khartoum/Abuja	665
87. Membre du contingent éthiopien	Khartoum/Addis-Abeba	350
88. Membre du contingent sénégalais	Khartoum/Dakar	940
89. Membre du contingent sénégalais	Khartoum/Dakar	680
90. Membre du contingent éthiopien	Khartoum/Addis-Abeba	640
91. Membre du contingent djiboutien	Khartoum/Djibouti	630

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Force intérimaire des Nations Unies au Liban		
92. Membre du contingent brésilien	Beyrouth/Brasilia	2 398
Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau		
93. Chef du service médical du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau	Brindisi/Rome/Miami	5 265
Mission des Nations Unies au Libéria		
94. Membre du contingent égyptien	Monrovia/Le Caire	1 191
95. Membre du contingent jordanien	Accra/Doubaï/Amman	2 275
96. Membre du contingent médical jordanien	Accra/Doubaï/Amman	1 774
97. Médecin de la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL)	Monrovia/Johannesburg/Monrovia	2 768
98. Accompagnateur médical du médecin (MINUL)	Monrovia/Johannesburg	1 800
Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste		
99. Membre du contingent roumain	Darwin/Perth/Doha/Istanbul/Bucarest	4 671
Total partiel		221 363
Total		374 624

^a Évacuation sanitaire aérienne par vol affrété.

Annexe II

Dérogations accordées faute de place dans la classe normalement prévue (1^{er} juillet 2012-30 juin 2014)

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
A. Première classe		
Rencontre avec des interlocuteurs syriens, des responsables gouvernementaux et des groupes de l'opposition		
1. Représentant spécial conjoint adjoint pour la Syrie	Le Caire/Doha	302
Voyage avec le Secrétaire général à Washington		
2. Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix	New York/Washington/New York	120
Rencontre avec des responsables gouvernementaux et d'organisations non gouvernementales		
3. Président de la Commission d'enquête internationale indépendante sur la Syrie	Washington/New York/Washington	428
Rencontre avec le Vice-Premier Ministre du Qatar		
4. Représentant spécial conjoint par intérim et Médiateur en chef conjoint (MINUAD)	Khartoum/Doha/Khartoum	1 890
Participation aux réunions de la Commission de suivi du Document de Doha pour la paix au Darfour		
5. Représentant spécial conjoint par intérim et Médiateur en chef conjoint (MINUAD)	Khartoum/Doha/Khartoum	1 370
Participation aux réunions sur le Document de Doha pour la paix au Darfour		
6. Représentant spécial conjoint par intérim et Médiateur en chef conjoint (MINUAD)	Khartoum/Doha/Khartoum	1 370
7. Représentant spécial conjoint par intérim et Médiateur en chef conjoint (MINUAD)	Khartoum/Doha/Khartoum	1 705
8. Commandant de la Force et Secrétaire général adjoint (MINUAD)	Khartoum/Doha/Khartoum	1 375
9. Représentant spécial conjoint par intérim et Médiateur en chef conjoint (MINUAD)	Khartoum/Doha/Khartoum	1 375
Participation aux négociations entre le gouvernement du Soudan et le Mouvement pour la justice et l'égalité		
10. Représentant spécial conjoint par intérim et Médiateur en chef conjoint (MINUAD)	Khartoum/Doha/Khartoum	1 395
11. Commandant de la Force et Secrétaire général adjoint (MINUAD)	Khartoum/Doha/Khartoum	1 320
12. Représentant spécial conjoint par intérim et Médiateur en chef conjoint (MINUAD)	Khartoum/Doha/Khartoum	1 395
Total partiel		14 045

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
B. Classe affaires		
Participation à la mission ONU-Union africaine		
1. Spécialiste des questions politiques au Département des opérations de maintien de la paix	Nairobi/Addis-Abeba	315
2. Chef de l'équipe d'évaluation au Département des opérations de maintien de la paix	Nairobi/Addis-Abeba	130
3. Planificateur au Département des opérations de maintien de la paix	Nairobi/Addis-Abeba	43
4. Administrateur général au Département des opérations de maintien de la paix	Nairobi/Addis-Abeba	315
Accompagnement du Directeur de la Division de la coordination et des interventions du Bureau de la coordination des affaires humanitaires à des réunions à Yangon		
5. Chef de la Division de la coordination et des interventions du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (Genève)	Bangkok/Yangon/Bangkok	130
Total partiel		933
Total		14 978

Annexe III

Dérogations accordées à de hautes personnalités (1^{er} juillet 2012-30 juin 2014)

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Classe affaire		
Participation en tant que président à des réunions du Groupe de haut niveau chargé de la question des flux financiers illicites		
1. Ancien Président de l'Afrique du Sud	Johannesburg/Nairobi/Johannesburg	1 051
2. Ancien Président de l'Afrique du Sud	Johannesburg/Lusaka/Johannesburg	274
3. Ancien Président de l'Afrique du Sud	Johannesburg/Kinshasa/Addis-Abeba	745
4. Ancien Président de l'Afrique du Sud	Johannesburg/Maputo/Johannesburg	148
5. Ancien Président de l'Afrique du Sud	Johannesburg/Accra/Johannesburg	1 669
6. Ancien Président de l'Afrique du Sud	Johannesburg/Washington/Johannesburg	4 691
7. Ancien Président de l'Afrique du Sud	Johannesburg/Port Louis/Johannesburg	1 080
8. Ancien Président de l'Afrique du Sud	Johannesburg/Addis-Abeba/Abuja/ Addis-Abeba/Johannesburg	1 055
9. Ancien Président de l'Afrique du Sud	Johannesburg/Abuja/Addis-Abeba/ Johannesburg	966
Participation au Dialogue ministériel Asie-Pacifique		
10. Premier Ministre du Timor-Leste	Dili/Bangkok/Dili	1 563
Participation à la Conférence ministérielle sur la coopération et l'intégration économiques régionales en Asie et dans le Pacifique		
11. Premier Ministre du Timor-Leste	Dili/Bangkok/Dili	825
12. Premier Ministre de Nioué	Nioué/Bangkok/Nioué	2 375
Participation à une réunion sur la médiation de haut niveau de l'Organisation des Nations Unies		
13. Ancien Président du Kirghizistan	Bichkek/Istanbul/Bichkek	1 614
Participation à la huitième session du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable		
14. Ancien Président de Maurice	Port Louis/New York/Port Louis	4 632
Participation au lancement mondial de l'Année internationale des petits États insulaires en développement		
15. Président de Nauru	Nauru/New York/Nauru	4 527
16. Premier Ministre de Samoa	Apia/New York/Apia	4 500
Participation au débat de haut niveau de la vingt-cinquième session du Conseil des droits de l'homme		
17. Premier Ministre de Vanuatu	Port-Vila/Genève/Port-Vila	6 623
Présentation d'un discours d'ouverture intitulé « Strategic vision from a regional perspective »		
18. Ancien Président du Chili	Santiago/Lima/Santiago	482

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Participation à une réunion de haut niveau intitulée « Beyond Populism: Economic Challenges and Opportunities in Democratic Transitions »		
19. Ancien Premier Ministre du Liban	Beyrouth/Casablanca/Beyrouth	1 067
Participation à la semaine Afrique-NEPAD		
20. Ancien Premier Ministre du Niger et Administrateur actuel du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)	Johannesburg/New York/Johannesburg	2 248
Total		42 135

Annexe IV

Dérogations accordées au bénéfice de hautes personnalités (1^{er} juillet 2012-30 juin 2014)

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Classe affaires		
Département des affaires économiques et sociales		
Participation en tant qu'orateur principal à la réunion extraordinaire d'urgence sur le typhon Haiyan		
1. Secrétaire d'État du Bureau du Président des Philippines	Manille/New York/Manille	1 282
Participation au lancement mondial de l'Année internationale des petits États insulaires en développement		
2. Ministre des affaires étrangères de la Barbade	Bridgetown/New York/Bridgetown	951
Participation au débat consacré à l'intégration de la session de 2014 du Conseil économique et social		
3. Ministre des collectivités territoriales et du développement rural du Ghana	Accra/New York/Accra	3 901
4. Conseiller spécial pour les affaires économiques auprès de la Commission de l'Union africaine	Addis-Abeba/New York/Addis-Abeba	4 240
Participation à la réunion ministérielle de haut niveau du Forum des Nations Unies sur les forêts		
5. Ministre de l'environnement de la République de Moldova	Chisinau/Istanbul/Chisinau	150
6. Ministre des forêts du Bélarus	Minsk/Istanbul/Minsk	1 348
7. Ministre des eaux et forêts et de la lutte contre la désertification du Maroc	Casablanca/Istanbul/Casablanca	1 159
8. Ministre des eaux et forêts de la Côte d'Ivoire	Abidjan/Istanbul/Abidjan	2 263
9. Ministre de l'agriculture de la Palestine	Amman/Istanbul/Amman	328
10. Ministre des terres et ressources naturelles du Ghana	Accra/Istanbul/Accra	537
11. Ministre de l'agriculture, de l'eau et de l'environnement de l'Ouganda	Entebbe/Istanbul/Entebbe	994
12. Ministre de l'agriculture et de l'irrigation du Yémen	Sanaa/Istanbul/Sanaa	889
13. Ministre de l'agriculture de la Tunisie	Tunis/Istanbul/Tunis	517
14. Ministre des affaires relatives à la Guerre de libération du Bangladesh	Dacca/Istanbul/Dacca	520
Participation aux réunions du Conseil consultatif sur l'eau et l'assainissement créé par le Secrétaire général		
15. Membre du Conseil consultatif sur l'eau et l'assainissement	Entebbe/Nairobi/Entebbe	630

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
16. Membre du Conseil consultatif sur l'eau et l'assainissement	Londres/Nairobi/Londres	4 762
17. Membre du Conseil consultatif sur l'eau et l'assainissement	Le Caire/Nairobi/Le Caire	1 402
18. Membre du Conseil consultatif sur l'eau et l'assainissement	Paris/Nairobi/Paris	4 790
19. Membre du Conseil consultatif sur l'eau et l'assainissement	Bogota/New York/Berlin/Budapest/Bogota	4 993
20. Membre du Conseil consultatif sur l'eau et l'assainissement	Recife/Budapest/Recife	6 067
21. Membre du Conseil consultatif sur l'eau et l'assainissement	Manille/Budapest/Manille	5 951
22. Membre du Conseil consultatif sur l'eau et l'assainissement	Bogota/Paris/Bogota	2 236
23. Membre du Conseil consultatif sur l'eau et l'assainissement	Séoul/Singapour/Séoul	1 503
Participation en tant qu'orateur principal à une conférence sur la financiarisation et la gestion des comptes de capitaux en Afrique du Sud		
24. Ancien Secrétaire général adjoint (DAES)	New York/Johannesburg/New York	5 000
Participation en tant qu'expert au débat consacré aux activités opérationnelles de développement de la session de fond du Conseil économique et social		
25. Ministre des finances du Timor-Leste	Dili/New York/Dili	5 000
26. Ministre des finances de Cape Verde	Praia/New York/Praia	3 216
Participation au Forum mondial de l'administration en ligne de 2013		
27. Président de l'Organisation internationale pour la coopération Sud-Sud	New York/Séoul/New York	2 800
Participation en tant qu'expert à une réunion sur la promotion du développement des technologies de l'information et des communications et de la connectivité dans les pays en développement sans littoral		
28. Ministre de l'information et des technologies de communications de l'Ouganda	Entebbe/Nairobi/Entebbe	563
Participation en 2013 à une réunion du Groupe d'experts du Conseil économique et social		
29. Conseiller spécial pour les affaires économiques auprès de la Commission de l'Union africaine	Addis-Abeba/New York/Addis-Abeba	3 054
30. Secrétaire d'État au Ministère fédéral de la défense de la Slovaquie	Vienne/New York/Vienne	3 329
Participation au cinquième Forum régional asiatique sur les 3R en Indonésie		
31. Ministre de l'environnement des terres et de l'agriculture de Kiribati	Tarawa/Surabaya/Tarawa	3 859
32. Ministre des ressources naturelles et de l'environnement du Samoa	Apia/Surabaya/Apia	3 431

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences		
Participation à la séance plénière sur les partenariats mondiaux concernant le rôle des technologies de l'information et de la communication		
33. Ambassadeur et membre du conseil des ministres (Bureau du Président de la soixante-huitième session de l'Assemblée générale)	New York/Séoul/New York	2 395
Participation au Forum Asie-Pacifique pour le développement durable		
34. Ministre des affaires économiques du Bhoutan	Paro/Bangkok/New York/Paro	373
Participation en tant qu'expert à un atelier international de haut niveau à Oulan-Bator		
35. Ministre du commerce, des échanges et de l'industrie de la Zambie	Lusaka/Oulan-Bator/Lusaka	4 830
Participation aux activités d'un groupe consultatif de haut niveau sur l'invitation du Président de la soixante-septième session de l'Assemblée générale		
36. Ancien Ministre des affaires étrangères de Chypre	Nicosie/New York/Nicosie	3 444
37. Conseiller du Président de l'Indonésie	Jakarta/New York/Jakarta	3 480
Participation à la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la place des droits de l'homme et de l'état de droit dans le Programme de développement pour l'après-2015		
38. Ancien Vice-Secrétaire général de l'ONU	Dar es-Salaam/New York/Dar es-Salaam	1 086
Département de la gestion		
Participation à des réunions du Groupe consultatif de haut niveau chargé d'examiner les taux de remboursement des pays fournisseurs de contingents et les questions connexes		
39. Président du Groupe consultatif de haut niveau	Montréal/New York/Montréal	1 347
40. Membre du Groupe consultatif de haut niveau	Copenhague/New York/Copenhague	1 855
Réunions avec l'ancien Directeur général de l'informatique au sujet des activités de l'Alliance mondiale pour les technologies de l'information et des communications au service du développement		
41. Ancien Ambassadeur de la Suisse auprès de l'Organisation des Nations Unies	Zurich/New York/Zurich	4 636
42. Ancien Ambassadeur de la Suisse auprès de l'Organisation des Nations Unies	Zurich/New York/Zurich	2 375
43. Ancien Ambassadeur de la Suisse auprès de l'Organisation des Nations Unies	Zurich/New York/Zurich	1 440
44. Ancien Ambassadeur de la Suisse auprès de l'Organisation des Nations Unies	Zurich/New York/Zurich	2 068
Participation à des réunions du Groupe d'experts de haut niveau sur les méthodes de réévaluation des coûts		
45. Membre du Groupe d'experts de haut niveau sur les méthodes de réévaluation des coûts	Paris/New York/Paris	5 024
46. Membre du Groupe d'experts de haut niveau sur les méthodes de réévaluation des coûts	Bangkok/New York/Bangkok	3 290

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
47. Membre du Groupe d'experts de haut niveau sur les méthodes de réévaluation des coûts	Paris/New York/Paris	4 894
48. Membre du Groupe d'experts de haut niveau sur les méthodes de réévaluation des coûts	Gaborone/Johannesburg/New York/ Johannesburg/Gaborone	5 374
Département des opérations de maintien de la paix		
Participation en tant qu'orateur principal à un atelier sur le Programme de perfectionnement des cadres aux fonctions de direction		
49. Ancien Représentant spécial du Secrétaire général (MINUL)	Copenhague/New York/Copenhague	1 481
Participation à des consultations avec des partenaires clefs au sujet des efforts fournis par le Gouvernement guinéen dans la lutte contre l'impunité pour les crimes commis en septembre 2009		
50. Ministre de la justice de la République de Guinée	Conakry/New York/Conakry	4 515
Participation à des réunions du Groupe consultatif du Fonds pour la consolidation de la paix		
51. Membre du Groupe consultatif du Fonds pour la consolidation de la paix	Le Caire/New York/Le Caire	266
52. Membre du Groupe consultatif du Fonds pour la consolidation de la paix	Dacca/New York/Dacca	805
53. Membre du Groupe consultatif du Fonds pour la consolidation de la paix	Le Caire/New York/Le Caire	927
54. Membre du Groupe consultatif du Fonds pour la consolidation de la paix	Tokyo/New York/Tokyo	7 131
55. Membre du Groupe consultatif du Fonds pour la consolidation de la paix	Genève/New York/Genève	2 642
Participation à la première session annuelle de la Commission de consolidation de la paix		
56. Ministre des affaires étrangères de la Sierra Leone	Freetown/New York/Malabo	7 669
Département de l'information		
Participation aux séminaires internationaux des médias sur la paix au Moyen-Orient		
57. Ancien Ministre de l'Autorité nationale palestinienne	Amman/Istanbul/Amman	416
58. Président du Comité de l'information et Représentant permanent du Sultanat d'Oman	New York/Istanbul/New York	1 713
59. Éminent journaliste du Huffington Post Live	New York/Istanbul/New York	1 761
60. Ambassadeur et Observateur permanent de l'État de Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies	New York/Istanbul/New York	(1 506)
61. Président du Centre pour le renouvellement de la démocratie et ancien membre de la Knesset (Israël)	Tel-Aviv/Tokyo/Tel-Aviv	1 387
62. Éminent journaliste du Huffington Post Live	New York/Tokyo/New York	4 047

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Visite d'Auschwitz-Birkenau en tant que membre de la délégation du Secrétaire général		
63. Grand Rabbin de Tel-Aviv-Yaffa et Président du Conseil de Yad Vashem	Tel-Aviv/Krakow/Tel-Aviv	1 382
Département des affaires politiques		
Participation au stage de médiation de haut niveau de l'Organisation des Nations Unies		
64. Ambassadeur de Norvège en Égypte	Le Caire/Istanbul/Le Caire	224
65. Conseiller spécial du Secrétaire de la Ligue des États arabes	Le Caire/Istanbul/Le Caire	224
Participation au dialogue interactif informel de l'Assemblée générale intitulé « Responsibility to Protect »		
66. Ministre de l'intégration de l'Italie	Rome/New York/Rome	1 970
Participation au séminaire de haut niveau consacré à la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans la médiation		
67. Ministre d'État de l'Ouganda	Entebbe/Helsinki/Entebbe	1 700
68. Cardinal et archevêque d'Abuja (Nigéria)	Abuja/Helsinki/Abuja	1 300
69. Envoyé du Kenya auprès de l'Autorité intergouvernementale pour le développement et Médiateur du conflit au Soudan du Sud	Nairobi/Helsinki/Nairobi	1 200
Participation à des réunions spéciales sur la Palestine		
70. Ancien Président du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie	Amsterdam/Genève/Milan/Amsterdam	1 165
71. Directeur exécutif du Truman Institute de l'Hebrew University (Israël)	Tel-Aviv/Quito/Tel-Aviv	2 464
72. Représentant permanent du Liechtenstein auprès de l'Organisation des Nations Unies	New York/Zurich/New York	4 586
Participation au stage de médiation de haut niveau de l'Organisation des Nations Unies		
73. Ancien général de l'armée népalaise et ancien commandant de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement	Katmandou/Istanbul/Katmandou	2 000
74. Ancien Ministre des affaires étrangères de la Mauritanie	Paris/Istanbul/Paris	605
75. Ancien Ministre de la culture et des communications du Niger	Niamey/Istanbul/Niamey	1 274
76. Haut-Commissaire du Mozambique auprès du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Londres/Istanbul/Londres	448
77. Ancien Représentant spécial du Secrétaire général en Afghanistan	Istanbul/Guatemala	1 350
78. Sous-Secrétaire général chargé des relations extérieures et communautaires de la Communauté des Caraïbes	Georgetown/Port of Spain/Londres/Istanbul/New York/Georgetown	4 941
Bureau de la coordination des affaires humanitaires		
Participation au lancement de l'appel global		
79. Commissaire général de la Commission d'aide humanitaire (Soudan)	Khartoum/Genève/Khartoum	1 439

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Participation aux réunions de haut niveau sur la sécurité humaine		
80. Ambassadeur de Suède en Allemagne	Stockholm/New York/Stockholm	1 861
81. Ancien Secrétaire général de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et ancien Ministre des affaires étrangères de la Thaïlande	Los Angeles/New York/Bangkok	1 282
82. Président du Conseil consultatif pour la sécurité humaine	San José/Mexico/San José	535
83. Président du Conseil consultatif pour la sécurité humaine	San José/New York/San José	971
84. Membre du Conseil consultatif pour la sécurité humaine	Genève/Mexico/Genève	4 686
85. Membre du Conseil consultatif pour la sécurité humaine	Genève/New York/Genève	4 898
86. Membre du Conseil consultatif pour la sécurité humaine	Bangkok/New York/Bangkok	3 099
87. Membre du Conseil consultatif pour la sécurité humaine	Genève/New York/Genève	4 898
Participation à une réunion-débat sur la résilience dans la région du Sahel		
88. Secrétaire exécutif du Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel	Ouagadougou/Genève/Ouagadougou	2 220
89. Ancien Ministre de la culture du Liban	Paris/Genève/Paris	649
Participation à des consultations avec des représentants du Gouvernement japonais		
90. Membre du Conseil consultatif pour la sécurité humaine	Genève/Tokyo/Genève	2 039
Participation à une mission de partenariat de haut niveau en Mauritanie		
91. Sous-Secrétaire général de la Ligue des États arabes	Le Caire/Nouakchott/Le Caire	1 662
Retour d'une mission interinstitutions en République centrafricaine		
92. Directeur principal d'InterAction	Bangui/Washington	5 444
Participation en tant que Président à une réunion-débat lors de la présentation du rapport « Saving Lives Today and Tomorrow »		
93. Ancien Secrétaire général du Bureau de la coordination des affaires humanitaires	Londres/New York/Londres	5 073
Participation aux réunions de consultation à mi-parcours du Conseil consultatif pour la sécurité humaine		
94. Président du Conseil consultatif pour la sécurité humaine	San José/New York/San José	937
95. Membre du Conseil consultatif pour la sécurité humaine	Bangkok/New York/Bangkok	2 219
96. Membre du Conseil consultatif pour la sécurité humaine	Genève/New York/Genève	2 039
97. Membre du Conseil consultatif pour la sécurité humaine	Ljubljana/New York/Ljubljana	1 784

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
98. Ancien Ministre des affaires étrangères, de la Tunisie	Tunis/New York/Tunis	1 162
Suivi des progrès réalisés dans les projets pour la sécurité humaine		
99. Membre du Conseil consultatif pour la sécurité humaine	Bangkok/Tadjikistan/Bangkok	2 611
100. Membre du Conseil consultatif pour la sécurité humaine	Ljubljana/Maputo/Ljubljana	3 141
Participation au débat thématique sur la sécurité humaine organisé par le Président de l'Assemblée générale		
101. Membre du Conseil consultatif pour la sécurité humaine	Santiago/New York/Santiago	4 555
102. Membre du Conseil consultatif pour la sécurité humaine	San José/New York/San José	561
Participation à une réunion du Conseil de sécurité organisée selon la formule Arria		
103. Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays	Londres/New York/Londres	1 446
104. Président du Conseil consultatif de l'Union africaine sur la corruption en Afrique	Addis-Abeba/New York/Addis-Abeba	3 651
Présentation d'un documentaire sur le travail d'agents humanitaires locaux dans l'est du Congo		
105. Présentateur vedette de la télévision du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Londres/Kamembe/Londres	4 500
Participation à un examen interorganisations par les pairs		
106. Représentant résident du Conseil norvégien pour les réfugiés	Genève/Djouba/Genève	6 158
Participation à une table ronde lors d'une réunion de haut niveau portant sur les partenariats		
107. Commissaire chargé de la parité des sexes et du développement humain au sein de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest	Abuja/Bruxelles/Abuja	2 533
108. Ambassadeur de la Ligue des États arabes	Le Caire/Bruxelles/Le Caire	564
109. Directeur exécutif de l'Agence caraïbe pour les secours d'urgence en cas de catastrophe naturelle	Bridgetown/Bruxelles/Bridgetown	2 530
110. Secrétaire général adjoint de la Communauté socioculturelle de l'ASEAN	Jakarta/Bruxelles/Jakarta	1 717
Participation à une réunion de haut niveau sur le thème de l'action humanitaire en République centrafricaine et dans les pays voisins		
111. Ministre de la santé publique et des affaires sociales de la République centrafricaine	Bangui/New York/Bangui	4 081

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Bureau des affaires juridiques		
Voyage au Cambodge avec le Secrétaire général adjoint aux affaires juridiques		
112. Ancien Ambassadeur et Expert spécial du Secrétaire général pour l'Assistance des Nations Unies aux procès des Khmers rouges	Chicago/Phnom Penh/Chicago	3 065
Présentation d'exposés lors d'un cours régional de droit international des Nations Unies pour l'Afrique		
113. Membre de la Commission du droit international	Johannesburg/Addis-Abeba/Johannesburg	811
114. Professeur spécialiste en droit international et en organisations internationales de l'Université de Genève	Genève/Addis-Abeba/Genève	4 514
Participation à des réunions de haut niveau avec les Gouvernements japonais et cambodgien		
115. Ancien Ambassadeur et Expert spécial du Secrétaire général pour l'Assistance des Nations Unies aux procès des Khmers rouges	Chicago/Tokyo/Phnom Penh/Chicago	7 867
116. Ancien ambassadeur et Expert spécial du Secrétaire général pour l'Assistance des Nations Unies aux procès des Khmers rouges	Berlin/Phnom Penh/Bruxelles	3 594
Participation aux campagnes « Libres et égaux » des Nations Unies en Inde		
117. Actrice de Bollywood nommée championne de l'égalité par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) dans le cadre de sa campagne « Libres et égaux »	Vienne/Mumbai/New York/Vienne	4 393
118. Actrice de Bollywood nommée championne de l'égalité par le HCDH dans le cadre de sa campagne « Libres et égaux »	Vienne/Mumbai/Vienne	2 993
Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme		
Élaboration de réforme du secteur judiciaire avec le Gouvernement des Maldives		
119. Membre du Comité d'éminents juristes internationaux	Kuala Lumpur/Malé/Kuala Lumpur	1 552
Participation en tant qu'orateur principal à la célébration de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale		
120. Ambassadeur itinérant de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	Manchester/Genève/Manchester	491
Participation à un séminaire sur les droits de la femme		
121. Ancien Ambassadeur des Philippines en Suède	Manille/Genève/Manille	442
122. Ambassadeur du Soudan au Venezuela	Caracas/Genève/Caracas	2 888

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Participation à un séminaire d'experts sur l'abolition de la peine de mort en Asie du Sud-Est		
123. Membre de la Commission internationale contre la peine de mort	Beyrouth/Doubaï/Bangkok/Doubaï/Beyrouth	1 541
124. Membre du Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme	Paris/Bangkok/Vienne	1 950
Participation en tant qu'orateur à une réunion sur la Commission d'enquête internationale et les missions d'enquête sur les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire		
125. Ancien Président de la Commission d'enquête internationale sur la Libye	Chicago/Genève	3 323
Présentation d'un discours à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'homme		
126. Chanteur de pop africaine de renommée internationale	Johannesburg/Genève/Paris/Bamako	2 340
Participation au débat de haut niveau consacré au soixante-cinquième anniversaire de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide		
127. Procureur général du Guatemala	Guatemala/Madrid/Genève/Madrid/Guatemala	2 388
128. Ministre du Bénin	Cotonou/Genève/Cotonou	1 831
Participation à la célébration de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale		
129. Ancien Ministre de la santé de l'Afrique du Sud	Londres/Genève/Londres	225
130. Ancien conseiller politique de l'ancien Président de l'Afrique du Sud	Londres/Genève/Londres	225
131. Producteur de cinéma	Durban/Genève/Durban	2 159
Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique		
Participation à la semaine Afrique-NEPAD		
132. Vice-Président du Groupe africain d'évaluation par les pairs	Kigali/New York/Kigali	3 480
133. Membre du Groupe africain d'évaluation par les pairs	Le Caire/New York/Le Caire	176
134. Membre du Groupe africain d'évaluation par les pairs	Alger/New York/Alger	877
Commission économique pour l'Afrique		
Participation à des réunions du Groupe de haut niveau chargé de la question des flux financiers illicites		
135. Conseiller juridique de l'ancien Président de l'Afrique du Sud	Johannesburg/Lusaka/Johannesburg	274
136. Conseiller juridique de l'ancien Président de l'Afrique du Sud	Johannesburg/Kinshasa/Johannesburg	296
137. Conseiller juridique de l'ancien Président de l'Afrique du Sud	Johannesburg/Maputo/Johannesburg	148
138. Conseiller juridique de l'ancien Président de l'Afrique du Sud	Johannesburg/Accra/Johannesburg	1 669

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
139. Conseiller juridique de l'ancien Président de l'Afrique du Sud	Johannesburg/Washington/ Johannesburg	4 691
140. Conseiller juridique de l'ancien Président de l'Afrique du Sud	Johannesburg/Maurice/Johannesburg	1 080
141. Conseiller juridique de l'ancien Président de l'Afrique du Sud	Johannesburg/Addis-Abeba/Abuja/ Addis-Abeba/Johannesburg	966
142. Conseiller juridique de l'ancien Président de l'Afrique du Sud	Johannesburg/Durban/Johannesburg	98
143. Conseiller juridique de l'ancien Président de l'Afrique du Sud	Johannesburg/Addis-Abeba/Abuja/ Addis-Abeba/Johannesburg	1 055
144. Assistant personnel de l'ancien Président de l'Afrique du Sud	Johannesburg/Lusaka/Johannesburg	274
145. Assistant personnel de l'ancien Président de l'Afrique du Sud	Johannesburg/Kinshasa/Addis-Abeba	745
146. Assistant personnel de l'ancien Président de l'Afrique du Sud	Johannesburg/Accra/Johannesburg	1 819
147. Assistant personnel de l'ancien Président de l'Afrique du Sud	Johannesburg/Washington/ Johannesburg	5 469
148. Assistant personnel de l'ancien Président de l'Afrique du Sud	Johannesburg/Maputo/Johannesburg	148
149. Assistant personnel de l'ancien Président de l'Afrique du Sud	Johannesburg/Maurice/Johannesburg	1 810
150. Assistant personnel de l'ancien Président de l'Afrique du Sud	Johannesburg/Addis-Abeba/Abuja/ Addis-Abeba/Johannesburg	966
151. Assistant personnel de l'ancien Président de l'Afrique du Sud	Johannesburg/Durban/Johannesburg	98
152. Assistant personnel de l'ancien Président de l'Afrique du Sud	Johannesburg/Addis-Abeba/Abuja/ Addis-Abeba/Johannesburg	1 055
153. Membre du Groupe de haut niveau chargé de la question des flux financiers illicites	Washington/Londres/Accra/ Londres/Washington	5 042
154. Membre du Groupe de haut niveau chargé de la question des flux financiers illicites	Toronto/Londres/Accra/Londres/ Toronto	8 329
155. Membre du Groupe de haut niveau chargé de la question des flux financiers illicites	Cotonou/Accra/Abidjan	600
156. Membre du Groupe de haut niveau chargé de la question des flux financiers illicites	Doula/Lomé/Accra/Lomé/Doula	1 490
157. Membre du Groupe de haut niveau chargé de la question des flux financiers illicites	Entebbe/Nairobi/Accra/Nairobi/ Entebbe	755
158. Membre du Groupe de haut niveau chargé de la question des flux financiers illicites	Atlanta/Accra/Atlanta	9 531
159. Membre du Groupe de haut niveau chargé de la question des flux financiers illicites	Algérie/Paris/Amsterdam/Accra/ Amsterdam/Paris/Algérie	7 550
160. Membre du Groupe de haut niveau chargé de la question des flux financiers illicites	Addis-Abeba/New York/Addis-Abeba	8 603
161. Membre du Groupe de haut niveau chargé de la question des flux financiers illicites	Abidjan/Addis-Abeba/Washington/ New York/Paris/Cotonou	8 694

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
162. Membre du Groupe de haut niveau chargé de la question des flux financiers illicites	Alger/Paris/Washington/ New York/Paris/Alger	5 579
163. Assistant spécial de l'ancien Président d'Afrique du Sud	Johannesburg/Paris/Bruxelles/ Francfort/Johannesburg	3 141
164. Membre du Groupe de haut niveau chargé de la question des flux financiers illicites	Washington/Bruxelles/Washington	7 298
165. Membre du Groupe de haut niveau chargé de la question des flux financiers illicites	Entebbe/Amsterdam/Paris/Bruxelles/ Amsterdam/Entebbe	1 617
166. Membre du Groupe de haut niveau chargé de la question des flux financiers illicites	Amsterdam/Bruxelles/Amsterdam/ Atlanta	2 475
167. Membre du Groupe de haut niveau chargé de la question des flux financiers illicites	Johannesburg/Maurice/Johannesburg	1 323
168. Membre du Groupe de haut niveau chargé de la question des flux financiers illicites	Atlanta/Maurice/Atlanta	945
169. Membre du Groupe de haut niveau chargé de la question des flux financiers illicites	Toronto/Paris/Abuja/Paris/Toronto	5 659
170. Membre du Groupe de haut niveau chargé de la question des flux financiers illicites	Abuja/Lomé/Abuja/Cotonou	1 218
171. Membre du Groupe de haut niveau chargé de la question des flux financiers illicites	Alger/Paris/Abuja/Paris/Alger	1 980
172. Membre du Groupe de haut niveau chargé de la question des flux financiers illicites	Entebbe/Addis-Abeba/Abuja/Addis- Abeba/Entebbe	1 307
173. Membre du Groupe de haut niveau chargé de la question des flux financiers illicites	Alger/Paris/Abuja/Paris/Alger	1 980
174. Membre du Groupe de haut niveau chargé de la question des flux financiers illicites	Entebbe/Nairobi/Johannesburg/ Durban/Johannesburg/Nairobi/ Entebbe	610
175. Membre du Groupe de haut niveau chargé de la question des flux financiers illicites	Paris/Johannesburg/Durban/ Johannesburg/Paris	4 782
176. Membre du Groupe de haut niveau chargé de la question des flux financiers illicites	Atlanta/Johannesburg/Durban/ Johannesburg/Londres/Toronto	8 378
177. Membre du Groupe de haut niveau chargé de la question des flux financiers illicites	Washington/Johannesburg/Durban/ Johannesburg/Londres/Toronto	4 425
Participation aux réunions annuelles conjointes de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique		
178. Ancien Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA)	Genève/Francfort/Abuja/Francfort/ Genève	6 738
179. Ancien Secrétaire exécutif de la CEA	Dakar/Abuja/Dakar	827
180. Ancien Secrétaire exécutif de la CEA	Washington/Addis-Abeba/Abuja/ Addis-Abeba/Washington	5 337
181. Ancien Premier Vice-Président de la Banque mondiale	Madrid/Paris/Abuja	1 060
182. Ancien Ministre du logement et des terres de Maurice	Port Louis/Paris/Abuja/Paris/ Port Louis	4 140

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Participation en tant que coprésident à une réunion sur l'action régionale du Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable		
183. Directeur exécutif de la Banque mondiale	Washington/Istanbul/Washington	5 372
Commission économique pour l'Europe		
Participation à la Conférence ministérielle sur le vieillissement		
184. Ministre du travail et de la sécurité sociale du Turkménistan	Achgabat/Istanbul/Vienne	863
Participation à la deuxième réunion du Comité d'application de la Convention sur l'eau		
185. Membre du Comité d'application de la Convention sur l'eau	Sacramento/Londres/Genève/Sacramento	4 725
186. Membre du Comité d'application de la Convention sur l'eau	Sacramento/Bologne/Sacramento	2 828
Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes		
Participation au séminaire de haut niveau intitulé « Changement structurel pour l'égalité : une vision intégrée du développement »		
187. Ancien Secrétaire général adjoint du Département des affaires économiques et sociales	New York/San Salvador/New York	962
188. Ministre de l'environnement et des télécommunications du Costa Rica	San José/San Salvador/San José	182
189. Secrétaire d'État à la planification et à la programmation, Cabinet du Président du Guatemala	Guatemala/San Salvador/Guatemala	204
190. Ministre de la coordination de la politique économique de l'Équateur	Quito/San Salvador/Quito	714
191. Ministre de l'économie et des finances de l'État plurinational de Bolivie	La Paz/San Salvador/La Paz	722
192. Vice-Ministre des affaires étrangères du Costa Rica	San José/San Salvador/San José	140
193. Premier Vice-Ministre pour le commerce extérieur et l'investissement étranger de Cuba	La Havane/San Salvador/La Havane	316
194. Représentant permanent du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies	New York/San Salvador/New York	293
195. Professeur de l'Université nationale autonome du Mexique	Mexico/San Salvador/Mexico	540
196. Vice-Ministre des politiques et de l'évaluation sociale, Ministre du développement et de l'inclusion sociale du Pérou	Lima/San Salvador/Lima	1 256
Participation au séminaire intitulé « The Latin American debt crisis, 30 years later »		
197. Ancien Directeur de la Banque centrale du Chili	Santiago/Mexico/Santiago	386
198. Ancien Secrétaire général adjoint du Département des affaires économiques et sociales	New York/Mexico/New York	1 502
Participation au Forum économique Amérique latine-Europe		
199. Professeur de la Tulane University	Washington/Paris/La Nouvelle-Orléans	6 420

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Participation aux débats ouverts d'un séminaire sur les perspectives concernant les négociations internationales sur les changements climatiques		
200. Ministre de l'environnement et des télécommunications du Costa Rica	San José/Santiago/San José	971
Participation en tant qu'orateur au cours international intitulé « Leadership for Development Management »		
201. Ambassadeur du Mexique au Brésil	Brasilia/Carthagène/Brasilia	644
Participation en tant qu'orateur à un séminaire international sur l'élaboration et le renouvellement de pactes sociaux pour une protection sociale plus large		
202. Maître de recherches à la School of Public Policy and Government de l'Université de Toronto	Toronto/Santiago/Toronto	3 637
Participation au séminaire de haut niveau intitulé « Covenants for Equality: Towards a Sustainable Future »		
203. Ministre pour le commerce extérieur et l'investissement étranger de Cuba	La Havane/Lima/La Havane	223
204. Ministre des affaires étrangères du Guyana	Georgetown/Lima/Georgetown	1 106
205. Vice-Président de l'Uruguay	Montevideo/Lima/Montevideo	1 660
206. Directeur d'un groupe de réflexion non gouvernemental de la Colombie	Bogota/Lima/Bogota	284
Participation en tant qu'orateur principal à la conférence sur les défis à venir pour l'Amérique latine dans les domaines de la science et des technologies		
207. Membre du Congrès du Mexique	Mexico/Santiago/Mexico	5 356
Participation en tant qu'orateur principal à la réunion régionale du Comité d'experts sur le développement durable		
208. Secrétaire permanent du Ministère des finances de Sainte-Lucie	Castries/Santiago/Castries	10 693
Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique		
Participation à la sixième Conférence sur la population pour l'Asie et le Pacifique		
209. Ancien Directeur exécutif du FNUAP et Conseiller spécial du Secrétaire général	New York/Bangkok/New York	2 715
Participation au dialogue de haut niveau sur la coopération régionale et le développement inclusif en Asie du Sud et du Sud-Ouest		
210. Vice-Président de la Commission de planification sociale, Gouvernement du Népal	Katmandou/Delhi/Katmandou	75
211. Conseiller économique principal du Président de l'Afghanistan	Kaboul/Delhi/Kaboul	170
Participation aux réunions-débats relatives au commerce et à l'investissement dans la région Asie-Pacifique		
212. Ministre de l'industrie et du commerce de la République démocratique populaire lao	Vientiane/Bangkok/Vientiane	233
213. Ministre de l'industrie du Myanmar	Naypyidaw/Yangon/Bangkok/Yangon/ Naypyidaw	320
214. Vice-Ministre du commerce du Myanmar	Naypyidaw/Yangon/Bangkok/Yangon/ Naypyidaw	320

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Participation à la réunion d'information sur le financement du développement durable pour l'Asie et le Pacifique		
215. Ancien Vice-Premier Ministre de l'Australie	Brisbane/Jakarta/Brisbane	1 760
Participation au Forum Asie-Pacifique pour le développement durable		
216. Ministre de la science et de la technologie de Sri Lanka	Colombo/Bangkok/Colombo	315
217. Ministre de l'environnement, du développement vert de Mongolie	Oulan-Bator/Bangkok/Oulan-Bator	1 605
218. Vice-Ministre du Kazakhstan	Astana/Bangkok/Astana	1 595
219. Vice-Président par intérim, Commission nationale de planification du Népal	Katmandou/Bangkok/Katmandou	225
220. Ministre de la gestion des catastrophes et des secours du Bangladesh	Dacca/Bangkok/Dacca	275
Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale		
Participation à la réunion de haut niveau intitulée « Beyond Populism: Short Term Economic Challenges and Longer Term Opportunities in Democratic Transitions »		
221. Secrétaire d'État aux affaires économiques et sociales de la Tunisie	Tunis/Paris/Rabat/Paris/Tunis	240
222. Ancien Ministre de l'approvisionnement et du commerce intérieur de l'Égypte	Le Caire/Casablanca/Le Caire	697
223. Ancien Ministre des finances du Liban	Beyrouth/Paris/Rabat/Paris/Beyrouth	1 070
224. Ancien Vice-Premier Ministre de la Jordanie	Amman/Casablanca/Amman	512
225. Ambassadeur du Maroc au Liban	Beyrouth/Casablanca/Beyrouth	1 065
226. Ancien Ministre des affaires étrangères de l'Espagne	Madrid/Casablanca/Madrid	425
227. Ancien Ministre du pétrole et de l'énergie de la Norvège	Oslo/Rabat/Oslo	233
228. Ancien Vice-Premier Ministre de l'Espagne	Madrid/Rabat/Madrid	210
229. Ancien Vice-Premier Ministre de la Jordanie	Amman/Casablanca/Amman	632
230. Ancien Ministre des affaires étrangères et coopération internationale de la Libye	Tripoli/Casablanca/Tripoli	556
231. Ancien Ministre des affaires étrangères de l'Égypte	Le Caire/Casablanca/Le Caire	836
232. Ministre d'État du Liban	Beyrouth/Casablanca/Beyrouth	1 070
Office des Nations Unies à Nairobi		
Participation à la septième session du Forum urbain mondial		
233. Directeur général de l'International Ecological Safety Collaborative Organization (Chine)	Beijing/New York/Medellin/New York/Beijing	4 100
234. Directeur général adjoint de l'International Ecological Safety Collaborative Organization (Chine)	Beijing/New York/Medellin/New York/Beijing	4 100
Total		551 160

Annexe V

**Dérogations accordées pour des voyages
particulièrement fatigants
(1^{er} juillet 2012-30 juin 2014)**

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Classe affaires		
Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali		
1. Assistant spécial du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général	Bamako/Paris/Berlin	4 000
Département des opérations de maintien de la paix		
2. Spécialiste des questions politiques	New York/Londres/Paris/New York	2 366
Cabinet du Secrétaire général		
3. Directeur	New York/Bruxelles/Prague/Bangui/Kigali/Doubaï/New York	3 790
4. Porte-parole du Secrétaire général	New York/Bruxelles/Prague/Bangui/Kigali/Doubaï/New York	3 790
5. Administrateur général	New York/Bruxelles/Prague/Bangui/Kigali/Doubaï/New York	3 790
6. Assistant spécial du Secrétaire général	New York/Bruxelles/Prague/Bangui/Kigali/Doubaï/New York	3 790
7. Spécialiste des questions politiques	New York/Bruxelles/Prague/Bangui/Kigali/Doubaï/New York	3 790
8. Secrétaire chargé des nominations	New York/Bruxelles/Prague/Bangui/Kigali/Doubaï/New York	3 790
9. Secrétaire	New York/Bruxelles/Prague/Bangui/Kigali/Doubaï/New York	3 790
Total		32 896

Annexe VI

Voyages autorisés par le Président de l'Assemblée générale (1^{er} juillet 2012-30 juin 2014)

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Première classe		
1. Président de la soixante-septième session de l'Assemblée générale	New York/Washington/New York	915
2. Président de la soixante-septième session de l'Assemblée générale	New York/Abou Dhabi/Victoria/Malabo/New York	14 021
3. Président de la soixante-septième session de l'Assemblée générale	New York/Belgrade/New York	9 646
4. Président de la soixante-huitième session de l'Assemblée générale	New York/Nairobi/New York	7 401
Total		31 983

Annexe VII

**Dérogations accordées au bénéfice du Programme
des Nations Unies pour le développement
(1^{er} juillet 2012-30 juin 2014)**

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Classe affaires		
Dérogations accordées pour raisons médicales		
1. Coordonnateur régional du Bureau de la prévention des crises et du relèvement	New York/Dakar	3 224
2. Directeur de l'Institute of Health Equity de London University College	Londres/Zagreb/Londres	794
Dérogations accordées faute de place dans la classe normalement prévue		
3. Spécialiste des conflits du Bureau de la prévention des crises et du relèvement	Ljubljana/Munich/Pristina/Ljubljana	183
4. Expert du Ministère de l'eau et de l'énergie d'Éthiopie	Addis-Abeba/Luanda/Addis-Abeba	764
5. Expert principal pour la protection de l'environnement de l'Autorité fédérale de protection d'Éthiopie	Addis-Abeba/Luanda/Addis-Abeba	764
6. Spécialiste du suivi et de l'évaluation du bureau du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Kazakhstan	Almaty/Astana/Tachkent/Almaty	182
7. Conseiller hors classe de la Division des politiques et de la planification du Bureau de la prévention des crises et du relèvement	Almaty/Tachkent/Lahore	314
8. Auxiliaire Programme principal du bureau du PNUD en Arabie saoudite	Riyad/Nadjan/Riyad	38
Dérogations accordées au bénéfice de personnalités éminentes		
9. Ancien Président de l'Uruguay	Montevideo/Santiago/Montevideo	600
10. Ancien Président du Guatemala	Guatemala/Cancun/Guatemala	416
11. Ancien Président de l'Afrique du Sud	Johannesburg/Maputo/Johannesburg	47
12. Ancien Président du Botswana	Gaborone/Maputo/Gaborone	95
Dérogations accordées à des hautes personnalités		
13. Président de la Commission indépendante de la réforme administrative et de la fonction publique de l'Afghanistan	Kaboul/Delhi/Kaboul	267
14. Ministre de la fonction publique, du travail et de la sécurité sociale du Burundi	Bujumbura/Addis-Abeba/Bujumbura	658
15. Ministre chargé des femmes, des enfants et des personnes handicapées de l'Afrique du Sud	Johannesburg/Nairobi/Johannesburg	150
16. Président de la Commission électorale du Mali	Bamako/Lomé/Bamako	391

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
17. Chef de cabinet et Conseiller du Premier Ministre d'Iraq	Bagdad/Amman/Bagdad	644
18. Procureur général du Guatemala	Guatemala/New York/Guatemala	344
19. Vice-Président chargé des droits de la femme et de la famille de la République islamique d'Iran	Téhéran/Tunis/Téhéran	381
20. Ministre de la femme et des affaires sociales du Maroc	Casablanca/Tunis/Casablanca	14
21. Membre du Groupe de haut niveau chargé du programme de développement pour l'après-2015 établi par le Secrétaire général	Boston/Londres/Boston	3 358
22. Président de l'Organisation de statistique centrale de l'Afghanistan	Kaboul/Delhi/Kolkata/Bhubaneswar/Delhi	1 435
23. Secrétaire de l'Autorité d'identification unique de l'Inde	Delhi/Bangkok/Delhi	318
24. Ministre au Conseil suprême du Soudan	Khartoum/Le Caire/Khartoum	473
25. Assistant du Président du Soudan	Khartoum/Le Caire/Khartoum	473
26. Ministre de la condition féminine de l'Afghanistan	Kaboul/Jakarta/Kaboul	2 805
27. Vice-Premier Ministre de la Tunisie	Amsterdam/Le Caire/Tunis	243
28. Ancien Ministre de l'intérieur du Pérou	Lima/Santiago/Lima	590
29. Ancien sénateur et Gouverneur de Tlaxcala du Mexique	Mexico/Santiago/Mexico	2 450
30. Président de l'Association internationale des universités du Mexique	Mexico/Santiago/Mexico	2 450
31. Archevêque du Cap	Le Cap/Johannesburg/Le Cap	376
32. Président de la Commission électorale de Zambie	Lusaka/Bujumbura/Lusaka	1 146
33. Professeur de développement africain de la London School of Economics and Political Science	Londres/New York/Londres	2 778
34. Secrétaire d'État à l'industrie, aux mines et à l'énergie du Cambodge	Phnom Penh/Séoul/Phnom Penh	616
35. Ministre d'État de l'Éthiopie	Addis-Abeba/Paris/Addis-Abeba	1 529
36. Vice-Premier Ministre de l'Éthiopie	Addis-Abeba/Paris/Addis-Abeba	1 669
37. Ministre d'État de l'Éthiopie	Addis-Abeba/Paris/Addis-Abeba	1 112
38. Ministre de l'économie et des finances du Panama	Panama/New York/Panama	1 250
39. Membre du Groupe de haut niveau chargé du programme de développement pour l'après-2015 établi par le Secrétaire général	Paris/New York/Paris	4 243
40. Ministre et Secrétaire personnel du Président chargé des politiques publiques du Nicaragua	Managua/New York/Managua	330
41. Commissaire aux affaires politiques de la Commission de l'Union africaine	Addis-Abeba/Luanda/Addis-Abeba	1 808
42. Ministre des finances du Mozambique	Maputo/Nairobi/Maputo	330

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
43. Ministre des finances de la Namibie	Windhoek/Nairobi/Windhoek	930
44. Ministre des finances de la République-Unie de Tanzanie	Dar es-Salaam/Nairobi/ Dar es-Salaam	200
45. Ministre des finances de l'Ouganda	Entebbe/Nairobi/Entebbe	390
46. Ministre des finances du Malawi	Lilongwe/Nairobi/Lilongwe	680
47. Vice-doyen de l'Université de Harvard chargé des affaires internationales	Chicago/Cancun/Boston	238
48. Membre du Groupe de haut niveau chargé du programme de développement pour l'après-2015 établi par le Secrétaire général	Cotonou/Dakar/Addis-Abeba/Cotonou	2 200
49. Membre du Groupe de haut niveau chargé du programme de développement pour l'après-2015 établi par le Secrétaire général	Nairobi/Addis-Abeba/Nairobi	805
50. Ministre des finances et de la planification du développement du Botswana	Gaborone/Nairobi/Gaborone	1 100
51. Ministre des finances et de la planification économique du Rwanda	Kigali/Nairobi/Kigali	550
52. Ministre des finances de la Zambie	Lusaka/Nairobi/Lusaka	220
53. Ministre des finances et de la planification économique de Ghana	Accra/Nairobi/Accra	1 610
54. Ministre des finances du Nigéria	Abuja/Nairobi/Abuja	1 670
55. Ministre des finances du Burundi	Bujumbura/Nairobi/Bujumbura	620
56. Ancien Secrétaire des relations extérieures du Mexique	Mexico/New York	542
57. Ministre de l'énergie et des minerais de l'Ouganda	Entebbe/Nairobi/Entebbe	313
58. Ministre d'État à l'agriculture de l'Éthiopie	Addis-Abeba/Varsovie/Addis-Abeba	2 613
59. Directeur exécutif du Third World Network du Ghana	Accra/Johannesburg/Accra	2 481
60. Président du Conseil électoral de l'Éthiopie	Addis-Abeba/Tel-Aviv/Addis-Abeba	1 194
61. Président de la Cour suprême de l'Éthiopie	Addis-Abeba/Tel-Aviv/Addis-Abeba	1 194
62. Ministre de la condition féminine de l'Afghanistan	Kaboul/Delhi/Kaboul	175
63. Président de la Commission consultative du Conseil des ministres de l'Iraq	Bagdad/Amman/Bagdad	799
64. Vice-Ministre des affaires étrangères du Yémen	Sanaa/Doha/Sanaa	1 931
65. Président de l'Assemblée nationale constituante de la Tunisie	Tunis/Bruxelles/Tunis	429
66. Vice-Président du Conseil supérieur de la magistrature de la Libye	Tripoli/Amsterdam/Rome/Tripoli	1 575
67. Président du Conseil supérieur de la magistrature de la Libye	Tripoli/Amsterdam/Rome/Tripoli	1 575
68. Commissaire aux affaires économiques de la Commission de l'Union africaine	Washington/Mexico/Washington	2 012

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Dérogations accordées pour des voyages particulièrement fatigants		
69. Directeur du Bureau de l'évaluation du PNUD	New York/Rome	2 350
70. Directeur du Groupe de la gouvernance démocratique du Bureau des politiques et de l'appui aux programmes	New York/Oslo/New York	2 424
71. Administrateur assistant adjoint et Directeur adjoint du Bureau des politiques et de l'appui aux programmes	Addis-Abeba/Ankara	483
72. Administrateur assistant adjoint et Directeur adjoint du Bureau des politiques et de l'appui aux programmes	New York/Oslo/New York	3 726
Total		79 081

Annexe VIII

Dérogations accordées au bénéfice du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (1^{er} juillet 2012-30 juin 2014)

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Classe affaires		
Dérogations accordées pour raisons médicales		
1. Consultant	Washington/Yangon/Washington	4 855
2. Consultant	New York/Yangon/New York	1 237
3. Consultant	Washington/Yangon/Washington	4 549
4. Conseiller hors classe pour les enfants handicapés du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)	New York/Copenhague/New York	1 067
5. Compagnon de voyage du Conseiller hors classe pour les enfants handicapés de l'UNICEF	New York/Copenhague/New York	1 067
Dérogations accordées au bénéfice de personnalités éminentes		
6. Ancien Président du Ghana	Accra/Londres/New York/Londres/ Accra	4 986
Dérogations accordées au bénéfice de hautes personnalités		
7. Membre du Comité consultatif pour les questions d'audit de l'UNICEF	Rome/New York/Rome	1 002
8. Membre du Comité consultatif pour les questions d'audit de l'UNICEF	Tunis/New York/Tunis	1 072
9. Membre du Comité consultatif pour les questions d'audit de l'UNICEF	Gaborone/New York/Gaborone	5 032
10. Membre du Comité consultatif pour les questions d'audit de l'UNICEF	Gaborone/New York/Gaborone	3 852
11. Membre du Comité consultatif pour les questions d'audit de l'UNICEF	Rome/New York/Rome	1 254
12. Membre du Comité consultatif pour les questions d'audit de l'UNICEF	Tunis/New York/Tunis	1 226
13. Membre du Comité consultatif pour les questions d'audit de l'UNICEF	Rome/New York/Rome	2 046
14. Membre du Comité consultatif pour les questions d'audit de l'UNICEF	Tunis/New York/Tunis	1 604
15. Membre du Comité consultatif pour les questions d'audit de l'UNICEF	Gaborone/New York/Gaborone	3 838
16. Agent responsable de la sécurité de l'ancien Président du Ghana	Accra/Londres/New York/Londres/ Accra	4 986
17. Agent responsable de la sécurité de l'ancien Président du Ghana	Accra/Londres/New York/Londres/ Accra	4 986
18. Porte-parole de l'ancien Président du Ghana	Accra/Londres/New York/Londres/ Accra	1 857

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
19. Porte-parole de l'ancien Président du Ghana	Accra/Londres/New York/Londres/ Accra	4 534
20. Porte-parole de l'ancien Président du Ghana	Accra/Londres/New York/Londres/ Accra	4 759
21. Porte-parole de l'ancien Président du Ghana	Washington/Londres/Accra	4 357
Dérogations accordées pour des voyages particulièrement fatigants		
22. Représentant de la jeunesse du Conseil de la jeunesse du Partenariat mondial pour les enfants handicapés	Hanoï/New York/Hanoï	3 657
23. Accompagnateur du représentant de la jeunesse du Conseil de la jeunesse du Partenariat mondial pour les enfants handicapés	Hanoï/New York/Hanoï	3 657
Total		71 480

Annexe IX

Déroptions accordées au bénéfice du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (1^{er} juillet 2012-30 juin 2014)

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Classe affaires		
Déroptions accordées pour raisons médicales		
1. Conseiller en matière de santé reproductive du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP)	Genève/New York	887
2. Conseiller hors classe en matière de partenariats stratégiques du Département des ressources humaines pour la santé du FNUAP	Bruxelles/New York	3 648
Déroptions accordées au bénéfice de hautes personnalités		
3. Ministre de la santé de Zanzibar	Zanzibar/Addis-Abeba/Abuja/Zanzibar	985
4. Ministre de la santé et de la protection de la famille de l'Inde	Delhi/Kuala Lumpur/Delhi	700
5. Ministre de la santé et de la protection de la famille de l'Inde	Delhi/Amsterdam/Delhi	1 750
6. Ministre de l'environnement et des ressources forestières du Togo	Lomé/Addis-Abeba/Lomé	1 780
7. Membre du Parlement de la Mongolie	Bangkok/Oulan-Bator/Bangkok	271
8. Ministre de la condition féminine et de l'enfance du Bangladesh	Dacca/Bangkok/Dacca	600
9. Ministre de la santé publique du Burundi	Bujumbura/Addis-Abeba/Bujumbura	1 400
10. Ministre de la jeunesse de l'Inde	Delhi/Manille/Delhi	290
11. Membre du Parlement de l'Ouganda	Entebbe/Le Cap/Entebbe	1 251
12. Ministre des droits de l'homme du Yémen	Sanaa/Genève/Sanaa	1 297
13. Chef de délégation du Sénégal	Dakar/New York/Dakar	3 913
14. Ministre des affaires sociales, des secours et de la réinstallation du Myanmar	Yangon/Colombo/Yangon	487
Déroptions accordées pour des voyages particulièrement fatigants		
15. Directeur de la Division de la gestion du FNUAP	New York/Casablanca	8 397
16. Spécialiste de programme du FNUAP	New York/Dakar/New York	414
Total		28 070

Annexe X

**Dérogations accordées au bénéfice de l'Entité
des Nations Unies pour l'égalité des sexes
et l'autonomisation de la femme
(1^{er} juillet 2012-30 juin 2014)**

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Classe affaires		
Dérogations accordées pour raisons médicales		
1. Participant à une réunion	Chisinau/Bucarest/Doha/Colombo/ Munich/Chisinau	2 600
Dérogations accordées faute de place dans la classe normalement prévue		
2. Chef de projet	New York/Genève/Rome/New York	(92)
Dérogations accordées au bénéfice de hautes personnalités		
3. Reine du Royaume de Buganda (Ouganda)	Entebbe/Accra/Entebbe	1 838
4. Reine-mère du Royaume de Toro (Ouganda)	Entebbe/Accra/Entebbe	1 838
5. Vice-Premier Ministre du Zimbabwe	Harare/Johannesburg/Washington/ Johannesburg/Harare	11 835
6. Ancien commandant de la Force des Nations Unies pour le Congo et Conseiller militaire du Secrétaire général	New York/Delhi	5 100
7. Ancien commandant de la Force des Nations Unies pour le Congo et Conseiller militaire du Secrétaire général	New York/Johannesburg/New York	4 772
8. Ancien commandant de la Force des Nations Unies pour le Congo et Conseiller militaire du Secrétaire général	New York/Amsterdam/Zurich/Delhi/ Zurich/Amsterdam/New York	8 709
9. Ancien commandant de la Force des Nations Unies au Congo et Conseiller militaire du Secrétaire général	Zurich/Kigali/Zurich	2 737
10. Conseiller à la Mission permanente du Libéria auprès des Nations Unies	New York/Hong Kong/Bangkok/ Hong Kong/New York	5 522
11. Greffier du Tribunal spécial pour la Sierra Leone	Freetown/New York/Freetown	10 550
12. Défenseur principal pour le Tribunal de la Sierra Leone	Freetown/New York/Freetown	13 700
13. Secrétaire d'État à la promotion de l'égalité des sexes du Timor-Leste	Dili/New York/Dili	6 110
14. Ministre du genre, du travail et des affaires sociales de l'Ouganda	Entebbe/Nairobi/Entebbe	465
15. Chef de cabinet par intérim de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes)	New York/Doubaï/Addis-Abeba/ New York	7 980
Dérogations accordées pour des voyages particulièrement fatigants		
16. Directeur au sein du Ministère de la femme et du développement de l'enfant de l'Inde	Delhi/Amsterdam/Dublin/Amsterdam/ Delhi	4 288

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
17. Adjoint au maire (Inde)	Cochin/Abou Dhabi/Dublin/ Abou Dhabi/Cochin	3 676
18. Conseiller principal du Directeur de la Division des partenariats stratégiques d'ONU-Femmes	Madrid/Livingstone/Madrid	3 761
Total		95 389

Annexe XI

**Dérogations accordées au bénéfice de l'Institut
des Nations Unies pour la formation et la recherche
(1^{er} juillet 2012-30 juin 2014)**

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Classe affaires		
Dérogations accordées au bénéfice de hautes personnalités		
1. Ambassadeur et ancien Sous-Secrétaire général des Nations Unies	Londres/Oslo/Londres	533
2. Ancien Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix et Président du Comité consultatif de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche	New York/Paris/Genève/Paris/ New York	1 493
3. Ancien commandant de la Force des Nations Unies en ex-Yougoslavie	Delhi/Genève/Delhi	1 454
4. Ancien commandant de la Force de la Mission des Nations Unies au Libéria	Abuja/Genève/Abuja	1 277
5. Ancien Secrétaire général adjoint aux affaires juridiques	Genève/New York/Genève	2 591
6. Directeur chargé de la responsabilité sociale des entreprises au Ministère du commerce et de l'industrie de la Norvège	Oslo/New York/Oslo	3 437
7. Directeur général du Delhi Policy Groupe Inde	Delhi/Genève/Delhi	1 430
8. Représentant permanent du Nigéria auprès de l'Organisation des Nations Unies	New York/Genève/New York	6 106
9. Ministre des finances de l'Afghanistan	Kaboul/Doubaï/Tokyo/Hiroshima/ Tokyo/Doubaï/Kaboul	2 175
10. Directeur du Département des ressources humaines du Ministère des finances de l'Afghanistan	Kaboul/Dubaï/Tokyo/Hiroshima/ Tokyo/Doubaï/Kaboul	2 175
11. Ministre des finances de l'Afghanistan	Kaboul Doubaï/Genève/Doubaï/Kaboul	2 399
12. Ambassadeur de la Mission permanente du Tchad auprès de l'Office des Nations Unies à Genève	Genève/Manille/Genève	2 707
Total		27 777

Annexe XII

**Dérogations accordées au bénéfice du Haut-Commissariat
des Nations Unies pour les réfugiés
(1^{er} juillet 2012-30 juin 2014)**

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Classe affaires		
Dérogations accordées pour raisons médicales		
1. Représentant du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés au Rwanda	Genève/Kuala Lumpur/Genève	3 930
Dérogations accordées au bénéfice de hautes personnalités		
2. Ambassadeur de la Mission permanente de la Colombie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève	Genève/Beyrouth/Genève	2 003
3. Ancien Ministre des affaires étrangères du Mexique	Mexico/Genève/Mexico	2 072
4. Juge de la Cour interaméricaine des droits de l'homme	Lima/Genève/Lima	2 003
Total		10 008

Annexe XIII

Dérogations accordées au bénéfice du bureau de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (1^{er} juillet 2012-30 juin 2014)

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (en dollars É.-U.)</i>
A. Première classe		
Dérogation accordée faute de place dans la classe normalement prévue		
1. Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)	Urumqi/Guangzhou	588
Total partiel		588
B. Classe affaires		
Dérogation accordée à une personnalité éminente		
1. Ancien Président finlandais	Helsinki/Doha/Helsinki	2 738
Dérogations accordées à de hautes personnalités		
2. Ministre du commerce et de l'industrie de la Zambie	Abou Dhabi/Genève/Abou Dhabi	551
3. Ambassadeur de la Mission permanente de la Finlande auprès de l'Office des Nations Unies à Genève	Helsinki/Doha/Helsinki	2 738
4. Secrétaire permanent de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires	Yaoundé/Lomé/Ouagadougou/Lomé/Ouagadougou	384
5. Coprésident du Groupe de personnalités éminentes de la CNUCED	New York/Genève/New York	4 990
6. Ministre de la planification nationale et du développement économique du Myanmar	Rangoun/Genève/Rangoun	2 395
7. Ministre du commerce et de l'industrie, des coopératives et de la commercialisation du Lesotho	Maseru/Beijing/Shanghai/Maseru	2 080
8. Ancien Ministre de l'industrie de l'Éthiopie	Addis-Abeba/Beijing/Shanghai/Addis-Abeba	2 723
9. Vice-Ministre du commerce et de l'industrie du Ghana	Accra/Beijing/Shanghai/Accra	3 333
10. Secrétaire d'État aux affaires de l'Afrique de l'Est, du commerce et du tourisme du Kenya	Nairobi/Beijing/Shanghai/Nairobi	1 747
11. Ancien Secrétaire général adjoint du Département des affaires économiques et sociales	New York/Genève/New York	1 919
12. Ancien Secrétaire général de la CNUCED	São Paulo/Genève/São Paulo	1 323
13. Ancien Secrétaire général de la CNUCED	Bangkok/Genève/Bangkok	1 378
14. Ministère d'État du Cambodge	Phnom Penh/Beijing/Shanghai/Phnom Penh	1 043
15. Consultant économique et invité spécial du Secrétaire général de la CNUCED	Baltimore/Genève/Baltimore	3 343

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (en dollars É.-U.)</i>
16. Ancien Ministre de l'industrie et du commerce de l'Uruguay	Montevideo/Genève/Montevideo	4 136
Total partiel		36 821
Total		37 409

Annexe XIV

Déroations accordées au bénéfice du Programme des Nations Unies pour l'environnement (1^{er} juillet 2012-30 juin 2014)

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (en dollars É.-U.)</i>
Classe affaires		
Déroations accordées à des personnalités éminentes		
1. Premier Ministre de Madagascar	Antananarivo/Paris/Tokyo/Fukuoka/ Tokyo/Paris/Antananarivo	4 632
2. Premier Ministre des Îles Cook	Rarotonga/Nairobi/Rarotonga	5 592
Déroations accordées à de hautes personnalités		
3. Directeur du Fonds pour l'environnement mondial de la Banque mondiale	Washington/Bangkok/Washington	3 515
4. Directeur du Centre pour l'environnement, les pêches et l'aquaculture du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Londres/Bangkok/Londres	1 992
5. Président du Congrès mondial sur la justice, la gouvernance et le droit en faveur de la viabilité environnementale	Brasilia/Washington/Brasilia	9 688
6. Président de la Cour suprême de la Malaisie	Kuala Lumpur/Washington/Kuala Lumpur	6 058
7. Ministre de l'environnement du Brésil	Foz do Iguacu/New York/Brasilia	2 460
8. Directeur général de l'Agence nationale de protection de l'environnement de l'Afghanistan	Kaboul/Delhi/Shanghai/Fukuoka/ Shanghai/Delhi/Kaboul	4 810
9. Ministre du tourisme et de l'environnement du Congo	Brazzaville/Addis-Abeba/Séoul/ Fukuoka/Beijing/Addis-Abeba/ Brazzaville	5 131
10. Vice-Ministre de l'environnement du Pérou	Lima/Amsterdam/Shanghai/Fukuoka/ Shanghai/Amsterdam/Lima	7 154
11. Ministre responsable de l'Autorité palestinienne chargée de la qualité de l'environnement (Palestine)	Amman/Doubaï/Séoul/Fukuoka/Séoul /Doubaï/Amman	3 486
12. Ministre de l'environnement de la Géorgie	Tbilissi/Doha/Tokyo/Fukuoka/Tokyo/ Doha/Tbilissi	5 518
13. Ministre de l'environnement du Cameroun	Yaoundé/Nairobi/Séoul/Fukuoka/ Séoul/Bangkok/Nairobi/Yaoundé	7 480
14. Ministre de l'environnement des Comores	Moroni/Nairobi/Doubaï/Tokyo/ Kumamoto/Tokyo/Doubaï/Nairobi/ Moroni	6 721
15. Ministre de l'environnement du Burundi	Bujumbura/Nairobi/Doubaï/Tokyo/ Séoul/Fukuoka/Séoul/Doha/Nairobi/ Bujumbura	4 901
16. Ministre de l'environnement de la République de Moldova	Chisinau/Francfort/Tokyo/Kumamoto/ Tokyo/Francfort/Chisinau	9 620
17. Ministre de l'environnement et de l'énergie renouvelable du Sri Lanka	Colombo/Shanghai/Fukuoka/Shanghai/ Colombo	2 161

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (en dollars É.-U.)</i>
18. Ministre du logement, de l'aménagement du territoire et de l'environnement de l'Uruguay	Montevideo/Paris/Tokyo/Fukuoka/ Tokyo/Paris/Montevideo	10 952
19. Ministre de l'environnement et du développement durable de la Guinée	Conakry/Paris/Tokyo/Kumamoto/ Tokyo/Paris/Conakry	9 858
20. Ministre de l'environnement et des changements climatiques du Malawi	Lilongwe/Johannesburg/Hong Kong/ Fukuoka/Hong Kong/ Johannesburg/Lilongwe	3 597
21. Secrétaire d'État à l'environnement et au développement durable de l'Argentine	Buenos Aires/Amsterdam/Tokyo/ Fukuoka/Tokyo/Paris/Buenos Aires	8 939
22. Ministre de l'environnement et du développement du Burkina Faso	Ouagadougou/Paris/Tokyo/Kumamoto/ Tokyo/Paris/Ouagadougou	6 726
23. Ministre de la science, de la technologie et de l'environnement du Népal	Katmandou/Bangkok/Tokyo/ Kumamoto/Tokyo/Bangkok/ Katmandou	1 472
24. Ministre de l'environnement et de l'eau de l'État plurinational de Bolivie	La Paz/Washington/Tokyo/Fukuoka/ Tokyo/Washington/La Paz	8 461
25. Ministre de l'eau et de l'environnement du Yémen	Sanaa/Doubaï/Osaka/Fukuoka/Osaka/ Doubaï/Sanaa	5 018
26. Ministre de la protection de l'environnement et des forêts de l'Éthiopie	Addis-Abeba/Séoul/Fukuoka/Séoul/ Addis-Abeba	3 966
27. Ministre de l'environnement et du développement de la Mauritanie	Nouakchott/Dakar/Paris/Tokyo/ Fukuoka/Amsterdam/Casablanca/ Nouakchott	4 746
28. Secrétaire du Département de l'environnement et des ressources naturelles des Philippines	Manille/Tokyo/Kumamoto/Tokyo/ Manille	1 629
29. Ministre de l'environnement et des ressources naturelles du Guatemala	Guatemala/Los Angeles/Tokyo/ Fukuoka/Tokyo/Los Angeles/ Guatemala	6 612
30. Ministre de l'environnement et du développement durable de la Côte d'Ivoire	Abidjan/Paris/Tokyo/Kumamoto/ Tokyo/Paris/Abidjan	4 592
31. Ministre du tourisme, de l'environnement et de la culture du Lesotho	Maseru/Johannesburg/Doubaï/Tokyo/ Kumamoto/Tokyo/Doubaï/ Johannesburg/Maseru	2 179
32. Ministre des ressources naturelles et de l'environnement de Samoa	Apia/Sydney/Singapour/Fukuoka/ Singapour/Sydney/Apia	5 209
33. Ministre de l'environnement et du développement durable de Maurice	Port-Louis/Paris/Tokyo/ Kumamoto/Tokyo/Paris/Port-Louis	5 984
34. Ministre de l'environnement de la Tunisie	Tunis/Paris/Tokyo/Fukuoka/Tokyo/ Paris/Tunis	3 154
35. Ministre de l'environnement et de l'assainissement du Mali	Bamako/Paris/Tokyo/Kumamoto/ Tokyo/Paris/Bamako	7 747
36. Ministre de l'environnement et des ressources naturelles de la République dominicaine	Saint-Domingue/New York/Tokyo/ Kumamoto/Tokyo/Seattle/Atlanta/ Saint-Domingue	4 019
37. Ministre de l'environnement du Bénin	Cotonou/Paris/Tokyo/Kumamoto/ Tokyo/Paris/Cotonou	9 264

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (en dollars É.-U.)</i>
38. Ministre de l'environnement de l'Égypte	Le Caire/Abou Dhabi/Tokyo/ Fukuoka/Tokyo/Abou Dhabi/Le Caire	2 898
39. Ministre du logement, du développement urbain et de l'environnement de Djibouti	Djibouti/Nairobi/Séoul/Fukuoka/ Séoul/Bangkok/Nairobi/Djibouti	3 427
40. Ministre de l'eau, du territoire, de l'environnement et du climat de la Jamaïque	Kingston/New York/Osaka/Kumamoto/ Osaka/New York/Kingston	8 539
41. Ministre de l'environnement de la République centrafricaine	Bangui/Douala/Paris/Tokyo/Fukuoka/ Tokyo/Paris/Douala/Bangui	8 376
42. Vice-Président et Chef du Département de l'environnement de la République islamique d'Iran	Téhéran/Doubai/Séoul/Fukuoka/Séoul/ Doubai/Téhéran	2 973
43. Ministre de l'environnement, des parcs et de la gestion des espèces sauvages de la Gambie	Banjul/Douala/Paris/Tokyo/Fukuoka/ Tokyo/Paris/Douala/Banjul	4 103
44. Ministre du territoire, des ressources naturelles et de la protection de l'environnement de la Zambie	Lusaka/Johannesburg/Hong Kong/ Fukuoka/Hong Kong/ Johannesburg/Lusaka	3 291
45. Ministre de l'eau et de l'environnement de l'Ouganda	Entebbe/Doha/Séoul/Fukuoka/Séoul/ Doha/Entebbe	2 069
46. Président exécutif de l'Agence de protection de l'environnement de la Sierra Leone	Freetown/Accra/Londres/Tokyo/ Fukuoka/Tokyo/Londres/Freetown	7 316
47. Ministre de l'environnement et de l'énergie des Seychelles	Victoria/Doubai/Séoul/Fukuoka/Séoul/ Doubai/Victoria	5 670
48. Secrétaire de la Division des changements climatiques du Pakistan	Islamabad/Bangkok/Tokyo/Kumamoto/ Tokyo/Bangkok/Islamabad	1 289
49. Ministre de l'environnement, du territoire et de l'agriculture de Kiribati	South Tarawa/Nadi/Brisbane/Séoul/ Fukuoka/Séoul/Sydney/Nadi/ South Tarawa	6 867
50. Ministre de l'environnement, de l'eau et des ressources naturelles du Kenya	Nairobi/Abou Dhabi/Séoul/Fukuoka/ Séoul/Abou Dhabi/Nairobi	2 150
51. Ministre des ressources naturelles et de l'environnement du Guyana	Georgetown/New York/Séoul/ Fukuoka/Séoul/New York/ Georgetown	9 400
52. Vice-Ministre de l'environnement, de la science et de la technologie du Ghana	Accra/Doubai/Tokyo/Fukuoka/Tokyo/ Doubai/Accra	4 658
53. Ministre de la protection de la nature de l'Arménie	Erevan/Vienne/Tokyo/Fukuoka/Tokyo/ Vienne/Erevan	2 843
54. Ministre de l'environnement et du développement du Sénégal	Dakar/Paris/Tokyo/Kumamoto/Tokyo/ Paris/Dakar	6 672
55. Ministre de l'environnement de l'Équateur	Quito/Amsterdam/Tokyo/Fukuoka/ Tokyo/Amsterdam/Quito	2 233
56. Ministre des affaires étrangères du Gabon	Libreville/Addis-Abeba/Delhi/Tokyo/ Fukuoka/Tokyo/Beijing/Addis-Abeba/ Libreville	5 505
57. Ministre des affaires étrangères et de la coopération du Togo	Lomé/Addis-Abeba/Beijing/ Fukuoka/Beijing/Addis-Abeba/Lomé	1 847
58. Secrétaire d'État au Ministère de l'environnement du Cambodge	Phnom Penh/Shanghai/Fukuoka/ Shanghai/Phnom Penh	163

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (en dollars É.-U.)</i>
59. Ministère de l'environnement et du développement urbain du Soudan	Khartoum/Doubai/Séoul/Fukuoka/Séoul/Doubai/Khartoum	4 079
60. Vice-Ministre de l'industrie et du commerce du Viet Nam	Hanoi/Tokyo/Fukuoka/Tokyo/Hanoi	632
61. Ambassadeur itinérant du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	Le Cap/Sotchi/Le Cap	2 801
62. Ambassadeur itinérant du PNUE	Bogota/Mexico/La Paz/Rio de Janeiro	4 765
63. Ministre de l'environnement, de l'alimentation et de l'agriculture de l'Île de Man	Douglas/Nairobi/Douglas	3 908
64. Ministre des ressources marines et des pêches de la Sierra Leone	Freetown/Nairobi/Freetown	3 067
65. Ambassadeur itinérant du PNUE	Manchester/Nairobi/Manchester	1 937
66. Ancien Ministre de la coopération au service du développement et de l'environnement de la Norvège	Paris/Abuja/Port-Harcourt/Paris	2 099
67. Juge de la Cour suprême du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Londres/Kuala Lumpur/Londres	1 804
68. Ancien juge et Directeur des affaires juridiques à l'Agence de la protection de l'environnement (États-Unis d'Amérique)	Washington/Kuala Lumpur/Washington	4 410
69. Juge à la Cour d'appel du Kenya	Nairobi/Kuala Lumpur/Nairobi	1 994
70. Ministre de l'environnement de Belize	Belmopan/Nairobi/Belmopan	9 948
71. Ministre de l'environnement du Pérou	Lima/Nairobi/Lima	8 250
72. Ancien juge et Directeur des affaires juridiques à l'Agence de la protection de l'environnement (États-Unis d'Amérique)	Beijing/Nairobi/San Francisco	3 685
73. Juge à la Cour caribéenne de justice	Port of Spain/Nairobi/Port of Spain	3 273
74. Coprésident du Panel international du PNUE pour la gestion durable des ressources	Munich/Santiago/Munich	4 376
75. Ministre de l'environnement et de l'énergie des Seychelles	Victoria/Abou Dhabi/Genève/Abou Dhabi/Victoria	2 745
76. Ancien Ambassadeur de Sainte-Lucie en France	Londres/Kingston	2 999
77. Président de la Commission du droit de l'environnement de l'Union internationale pour la conservation de la nature	Brasilia/Montreux/Brasilia	2 400
78. Ambassadeur itinérant du PNUE	Genève/Bonn/Francfort/Singapour	7 938
79. Ministre des services publics et du développement durable de Sainte-Lucie	Castries/Londres/Nairobi/Londres/Castries	2 587
80. Secrétaire privé et Ministre des politiques nationales à la Présidence du Nicaragua	Managua/Panama/Amsterdam/Nairobi/Amsterdam/Panama/Managua	947
81. Ministre des forêts, des pêches et du développement durable du Belize	Belize/Dallas/Londres/Nairobi/Londres/Dallas/Belize	7 336
82. Ambassadeur itinérant du PNUE	Londres/Nairobi/Mumbai	3 233
83. Ministre de la justice et du travail du Paraguay	Asunción/Nairobi/Asunción	4 865

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (en dollars É.-U.)</i>
84. Ambassadeur itinérant d'Oxfam International	Dakar/Nairobi/Genève	1 570
85. Ambassadeur itinérant du PNUE	Mumbai/Genève/Bruxelles/Mumbai	3 233
Total		398 213

Annexe XV

**Dérogations accordées au bénéfice du Programme
des Nations Unies pour les établissements humains
(1^{er} juillet 2012-30 juin 2014)**

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Classe affaires		
Dérogations accordées à de hautes personnalités		
1. Ambassadeur du Chili au Kenya	Nairobi/New York/Nairobi	4 847
2. Vice-Ministre du développement régional de la Fédération de Russie	Moscou/Istanbul/Nairobi/Istanbul/ Moscou	2 060
3. Ambassadeur du Chili au Kenya	Nairobi/Amsterdam/Nairobi	2 136
Total		9 043

Annexe XVI

Dérogations accordées au bénéfice de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (1^{er} juillet 2012-30 juin 2014)

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Classe affaires		
Dérogations accordées pour raisons médicales		
1. Consultant	Dallas/Francfort/Vienne/Francfort/ Dallas	3 567
Dérogation accordée à une haute personnalité		
2. Vice-Premier Ministre kirghize	Bichkek/Vienne/Bichkek	489
Total		4 056

Annexe XVII**Dérogation accordée au bénéfice de l'Université
des Nations Unies (1^{er} juillet 2012-30 juin 2014)**

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Classe affaires		
Dérogation accordée à une haute personnalité		
1. Ancien Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie	Moscou/Paris/Moscou	2 297
Total		2 297

Annexe XVIII**Dérogation accordée au bénéfice du Bureau
des Nations Unies pour la réduction des risques
de catastrophe (1^{er} juillet 2012-30 juin 2014)**

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Classe affaires		
Dérogation accordée à une personnalité éminente		
1. Ancien Président de la Finlande	Helsinki/Genève/Helsinki	1 825
Total		1 825

Annexe XIX

**Dérogations accordées au bénéfice du Tribunal
pénal international pour l'ex-Yougoslavie
(1^{er} juillet 2012-30 juin 2014)**

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Classe affaires		
Dérogations accordées à une personnalité éminente		
1. Ancien Président du Monténégro	Belgrade/Amsterdam/Belgrade	300
Dérogations accordées à de hautes personnalités		
2. Ancien Secrétaire général adjoint et Représentant spécial du Secrétaire général pour l'ex-Yougoslavie	Tokyo/Amsterdam/Tokyo	2 450
3. Lord général, Connétable de la Tour de Londres	Norwich/Amsterdam/Londres	810
Total		3 560

Annexe XX

**Dérogations accordées au bénéfice de l'Organisation
pour l'interdiction des armes chimiques
(1^{er} juillet 2012-30 juin 2014)**

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Classe affaires		
Dérogations accordées à de hautes personnalités		
1. Vice-Ministre des affaires étrangères de la République arabe syrienne	Beyrouth/Amsterdam/Beyrouth	397
2. Conseiller principal auprès du Ministre général de la République arabe syrienne	Beyrouth/Amsterdam/Beyrouth	397
3. Conseiller au Ministère des affaires étrangères et des expatriés de la République arabe syrienne	Beyrouth/Amsterdam/Beyrouth	835
4. Conseiller au Ministère des affaires étrangères et des expatriés de la République arabe syrienne	Beyrouth/Amsterdam/Beyrouth	835
5. Vice-Ministre des affaires étrangères et des expatriés de la République arabe syrienne	Beyrouth/Amsterdam/Beyrouth	835
6. Général de division et Chef du Comité national syrien	Beyrouth/Le Caire/Amsterdam	990
Dérogations accordées faute de place dans la classe normalement prévue		
7. Agent de l'État (République arabe syrienne)	Moscou/Beyrouth	541
8. Agent de l'État (République arabe syrienne)	Moscou/Beyrouth	541
9. Agent de l'État (République arabe syrienne)	Moscou/Beyrouth	541
Total		5 912

Annexe XXI

Dérogations accordées au bénéfice du Corps commun d'inspection (1^{er} juillet 2012-30 juin 2014)

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Classe affaires		
Dérogations accordées à de hautes personnalités		
1. Vice-Président de la Commission du service public de l'Afrique du Sud	Pietermaritzburg/Johannesburg/Genève/ Johannesburg/Pietermaritzburg	2 885
2. Président du Panel d'inspection de la Banque mondiale	Washington/Genève/Washington	3 508
3. Membre du Panel d'inspection de la Banque mondiale	Katmandou/Genève/Toronto	285
Total		6 678

Annexe XXII

Mises à jour concernant les demandes formulées par l'Assemblée générale dans sa résolution 67/254 A

1. À sa soixante-septième session, l'Assemblée générale a, entre autres, examiné le rapport du Secrétaire général contenant des propositions en vue d'une utilisation plus efficace et rationnelle des ressources allouées aux voyages en avion (A/66/676) et le rapport du Bureau des services de contrôle interne (BSCI) sur l'audit complet des activités touchant les voyages en avion et des pratiques y afférentes (A/67/695).
2. À la section VI de sa résolution 67/254 A, l'Assemblée générale a invité le Secrétaire général à lui rendre compte à sa soixante-neuvième session de l'application de toutes les recommandations figurant dans le rapport du Bureau des services de contrôle interne. Elle l'a également prié de faire figurer dans le rapport qu'il lui présenterait sur les conditions de voyage par avion une analyse des incidences de l'application de sa décision de ramener de 75 % à 70 % du tarif économique comportant le moins de restrictions la base de calcul de la somme forfaitaire et de faire de nouvelles propositions en vue de modifier la formule du versement d'une somme forfaitaire.

Application des recommandations figurant dans le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'audit complet des activités touchant les voyages en avion et des pratiques y afférentes

3. Le Département de la gestion a appliqué dans toute la mesure possible les recommandations figurant dans le rapport du Bureau des services de contrôle interne (BSCI). À cet effet, des directives officielles pour le calcul de la somme forfaitaire ont été élaborées et ont fait l'objet de discussions avec tous les services chargés des voyages dans les bureaux hors Siège et les missions de maintien de la paix. Le Bureau des services centraux d'appui a créé sur Unite Connections une communauté consacrée aux questions liées aux voyages, qui lui permet ainsi qu'à tous les responsables des voyages d'échanger des pratiques concernant les politiques de l'Organisation applicables en la matière, de débattre des problèmes qui en découlent, et de fournir et de recevoir des orientations sur ces questions (y compris les directives sur le calcul de la somme forfaitaire). Ce réseau est largement utilisé par les responsables de l'ensemble des bureaux chargés des voyages. Des directives plus précises sur la manière de déterminer correctement le tarif de référence pour le calcul de la somme forfaitaire ont en outre été incorporées dans l'instruction administrative révisée sur les voyages autorisés (ST/AI/2013/3).
4. Le contrôle du respect de l'obligation concernant l'achat anticipé de tous les billets d'avion a également été renforcé. Les départements et bureaux du Siège, les bureaux hors Siège et les missions de maintien de la paix sont tenus de présenter au Bureau des services centraux d'appui des rapports trimestriels à ce sujet.
5. Des progrès importants ont aussi été accomplis en ce qui concerne l'adoption d'une stratégie plus globale de gestion des voyages. Récemment, le Siège de l'Organisation et l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG) ont négocié avec une alliance mondiale de compagnies aériennes la possibilité que chacun bénéficie

des tarifs préférentiels obtenus par l'autre auprès des compagnies locales, et d'étendre ce faisant les rabais offerts par 13 transporteurs aériens pour les billets émis dans les deux lieux d'affectation qui enregistrent le plus grand nombre de voyages. Aussi bien le Siège que l'ONUG ont considérablement progressé dans la négociation de tarifs préférentiels pour les voyages dont le point de départ se situe ailleurs qu'à New York et Genève. Ce type de remises demeure très inhabituel dans le secteur des voyages, même pour les transporteurs aériens et les alliances de compagnies d'envergure mondiale, et l'Organisation continue de s'employer avec les transporteurs à élargir le nombre de points de départ des vols auxquels elles seraient applicables. La mise en œuvre d'une véritable stratégie mondiale de gestion des voyages continue à dépendre en partie de l'entrée en service complète du module voyages d'Umoja, grâce auquel l'Organisation pourra disposer de données d'utilisation concernant les compagnies aériennes du monde entier et être en mesure d'organiser les voyages à l'échelle mondiale. L'entrée en service du module permettra aussi de négocier avec les compagnies aériennes sur le plan mondial, plutôt que régional ou local. Toutefois, il convient de noter que c'est souvent au niveau local et régional, et non mondial, que bon nombre de réductions des tarifs et les billets les moins onéreux peuvent être obtenus.

6. Comme l'a proposé le BSCI, un tableau de bord a également été mis au point pour rassembler les états produits par l'agence de voyage du Siège et offrir des données à jour sur l'ensemble des billets émis. Ces états permettent de disposer d'éléments d'information sur le nombre des billets achetés et les dépenses du mois en cours et de la période écoulée depuis le début de l'année, ainsi que d'analyses tendanciennes reposant sur des données rétrospectives.

7. Conformément aux recommandations du BSCI, le Département de la gestion a renforcé ses audits simultanés de tous les billets émis au Siège, en mettant en place un outil de contrôle préalable aux voyages qui automatise une partie de la procédure d'approbation. Il ne sera cependant possible de tirer pleinement parti de cet outil que lorsque le nouveau processus d'exécution des tâches aura été rendu effectif par l'utilisation du module voyages d'Umoja. Par suite des changements opérés, les audits simultanés portent désormais essentiellement sur les billets les plus coûteux et visent à garantir que les solutions les moins onéreuses concernant certains itinéraires sont dûment étudiées. Si les systèmes automatisés permettent de fixer un juste prix pour les billets aller-retour bon marché, il n'en reste pas moins que les tarifs des itinéraires complexes, comportant plusieurs escales, empruntés par le personnel des Nations Unies continuent à être établis manuellement et doivent donc faire l'objet d'un audit approfondi qui permette de mettre en balance d'une part les solutions les plus avantageuses et d'autre part les exigences du service et les besoins opérationnels des voyageurs.

8. Pour mieux gérer les billets inutilisés et remboursables, l'agence de voyage du Siège a mis en place un processus permettant d'assurer un suivi auprès des compagnies aériennes et de contrôler les remboursements reçus. Ce processus fera l'objet d'une automatisation plus poussée lorsque le module voyages d'Umoja sera complètement entré en service et que ses vastes capacités de production d'états et de rapports seront exploitables.

9. Comme suite à l'audit du BSCI, le nouveau contrat en vigueur avec l'agence de voyage de Genève comporte moins d'indicateurs principaux de résultats, mais la périodicité et les modalités de mesure et de communication de l'information relative

à ces indicateurs y sont précisées. Des indicateurs de résultat ont également été prévus dans les contrats conclus avec les agences de voyage par le Siège et l'Office des Nations Unies à Nairobi. Un accord de prestation de service, fixant les objectifs de résultat à atteindre, a été incorporé au nouveau contrat conclu par l'Office des Nations Unies à Vienne (ONUV) avec l'agence de voyage.

10. L'outil de réservation en ligne disponible au Siège a été amélioré et des sessions de formation du personnel et des fonctionnaires des services administratifs ont été organisées. L'utilisation du système de réservation en ligne a été prise en compte dans la répartition des tâches prévue pour le module voyages d'Umoja et elle devrait s'accroître dès lors que le système aura été complètement mis en application.

11. Des progrès considérables ont été accomplis en ce qui concerne le renforcement de la coordination entre les responsables des voyages au Secrétariat. Pour ce faire, un modèle de contrat standard destiné aux bureaux de taille plus modeste et aux missions de maintien de la paix est en cours d'élaboration. Des vidéoconférences sont régulièrement organisées avec les responsables des voyages des bureaux hors Siège et des missions de maintien de la paix. Lors de la réunion annuelle du Réseau interinstitutions Voyages, une journée de débats a été réservée aux seuls responsables des voyages du Secrétariat pour qu'ils puissent débattre de questions d'intérêt mutuel.

12. Comme l'a demandé le BSCI, des instructions appropriées sur la manière d'effectuer le contrôle de conformité dans le cadre du processus d'évaluation des soumissions ont été incorporées dans le Manuel des achats révisé qui a été publié en juillet 2013. Dans un mémorandum en date du 9 octobre 2013 adressé à l'ensemble de son personnel, le directeur de la Division des achats a souligné qu'il importait de respecter les directives en vigueur relatives à l'évaluation commerciale et à la consignation par écrit de la procédure de sélection des fournisseurs potentiels invités à participer à l'appel d'offre, conformément aux dispositions du Manuel des achats.

13. À la suite de la réunion de l'ensemble des trésoriers des organismes des Nations Unies, au cours de laquelle le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité a présenté des informations sur le contrat pour la fourniture de cartes de crédit commerciales et de cartes prépayées, une communication officielle a été adressée à tous les services du Secrétariat pour les informer de la possibilité d'utiliser ce système.

14. Conformément aux recommandations formulées dans l'audit du BSCI, le Secrétariat collecte des données sur l'incidence de la modification des dispositions concernant le calcul du versement forfaitaire et les exploitera dans le cadre d'une analyse comparative qui doit s'achever en 2015.

15. Une nouvelle instruction administrative relative aux excédents de bagages, à l'expédition de bagages et aux assurances, destinée à remplacer l'instruction actuellement en vigueur sur cette question (ST/AI/2006/5), a été mise au point et doit encore être approuvée en vue de sa publication. Elle énonce les droits relatifs aux excédents de bagages et aux expéditions de bagages non accompagnés, qui étaient prévus dans l'ancienne disposition 107.21 du Règlement du personnel.

16. Lors de la réunion du Réseau Ressources humaines tenue en février 2014, le Secrétariat a évoqué la recommandation du BSCI concernant la possibilité de

déterminer le montant de la prime de réinstallation en fonction des différentes zones géographiques, au lieu de maintenir le taux unique en vigueur. Plusieurs participants ayant fait observer que cette question serait examinée dans le cadre de l'examen de la rémunération auquel procédait alors la Commission de la fonction publique internationale (CFPI), le Réseau a décidé qu'il en débattrait lorsqu'il examinerait les résultats des travaux de la Commission.

17. Comme le BSCI l'a demandé, le module voyages d'Umoja, mis en service à la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) à titre pilote, offre de vastes possibilités de production d'états financiers. Des états supplémentaires sont en cours de conception dans la perspective de la mise en service des modules 3 et 4 d'Umoja en 2015.

18. Le Département de la gestion continuera à évaluer la mise en œuvre des recommandations des auditeurs du BSCI, en vue de s'assurer que celles qui sont tributaires du déploiement complet d'Umoja seront effectivement appliquées.

Formule du versement forfaitaire

19. Dans sa résolution 67/254, l'Assemblée générale a décidé qu'à titre provisoire, en attendant les résultats de l'examen qui prendrait fin en 2015, le Secrétaire général réviserait la disposition relative au calcul de la somme forfaitaire, dont le montant représenterait désormais 70 % du tarif économique comportant le moins de restrictions. Elle a en outre prié le Secrétaire général de présenter dans son rapport sur les conditions de voyage par avion une analyse des incidences de l'application de cette disposition et de faire de nouvelles propositions visant à modifier la formule du versement d'une somme forfaitaire.

20. Une nouvelle instruction administrative sur les voyages autorisés (ST/AI/2013/3) a été publiée en application des décisions de l'Assemblée générale relatives aux conditions de voyage en avion. Elle prévoit une méthode révisée de calcul de la somme forfaitaire versée au titre des voyages effectués à l'occasion du congé dans les foyers ou d'une visite familiale et au titre des études, dont le montant est ramené de 75 % d'un billet plein tarif en classe économique à 70 % du tarif économique de base comportant le moins de restrictions, hors taxes et suppléments, sur le transporteur aérien le moins cher. Comme pour d'autres modifications opérées dans la politique des voyages, l'itinéraire servant de base de calcul de la somme forfaitaire est désormais le plus économique et non le plus direct. L'instruction a également pour effet de supprimer le délai de route pour les fonctionnaires qui choisissent le versement d'une somme forfaitaire au lieu de l'émission d'un billet d'avion, en ce qui concerne les voyages effectués à l'occasion des congés dans les foyers ou de visites familiales.

21. La pratique d'autres organismes des Nations Unies a été examinée dans le cadre de l'étude des différentes options envisageables pour modifier le versement d'une somme forfaitaire. Deux organisations (le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le Centre du commerce international) ont modifié leurs dispositions sur le paiement forfaitaire des frais de voyage pour les harmoniser avec celles du Secrétariat de l'ONU. L'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) a également modifié ses dispositions relatives au montant de la somme forfaitaire, qui a été ramené de 65 à 55 % du prix d'un billet plein tarif en classe économique, ou 200 % d'un billet au tarif applicable le plus bas, la valeur la plus faible étant retenue. La plupart des organisations appliquant le régime commun des

Nations Unies continuent toutefois à offrir la possibilité d'opter pour un versement forfaitaire calculé sur la base de 75 ou 80 % du billet plein tarif en classe économique sans restrictions.

22. On ne dispose pas encore de données fiables et exhaustives sur le taux d'utilisation du remboursement forfaitaire, ni sur les économies directement imputables à la récente révision de son montant. Les exemples donnés dans le tableau ci-après révèlent toutefois des différences concernant le montant de la somme forfaitaire avant et après les modifications apportées à ses modalités de calcul, pour un fonctionnaire effectuant un voyage à l'occasion d'un congé dans les foyers depuis le Siège, à New York, vers différentes destinations :

**Versement d'une somme forfaitaire : huit principaux itinéraires concernés
(prix reposant sur les tarifs aériens publiés pour le troisième trimestre 2014)**

(En dollars des États-Unis)

<i>Itinéraire</i>	<i>Itinéraire le plus direct (politique antérieure) 75 % du tarif économique de restrictions</i>	<i>Itinéraire le plus économique (politique actuelle) 70 % du tarif économique comportant le moins de restrictions</i>	<i>Économies (pourcentage)</i>
New York-Moscou-New York	2 835	2 646	6,7
New York-Paris-New York	3 452	3 221	6,7
New York-Londres-New York	2 783	2 597	6,7
New York-Nairobi-New York	3 930	3 668	6,7
New York-Manille-New York	4 712	4 398	6,7
New York-Le Caire-New York	2 925	2 730	6,7
New York-Beyrouth-New York	4 384	4 060	7,4
New York-Accra-New York	3 665	3 420	6,7

23. Au Siège, la réduction de 5 % des droits a permis d'économiser au moins 6,7 % de la valeur des versements forfaitaires. Le calcul du montant des sommes forfaitaires sur la base de l'itinéraire le plus économique, au lieu du plus direct, n'a en revanche pas eu d'incidence majeure. Il n'a pas non plus été observé de baisse sensible du nombre de cas dans lesquels le remboursement forfaitaire des frais de voyage a été choisi, de préférence à l'émission d'un billet et à la fourniture d'avantages connexes par l'Organisation. Le taux d'acceptation de la formule du versement forfaitaire reste stable, à environ 93 %. L'ONUG, l'ONUV, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) et la Commission économique pour l'Afrique (CEA) ont communiqué des données sur leur expérience, à ce jour, des modalités révisées de calcul du versement forfaitaire. Il convient de noter que le congé dans les foyers n'étant pris en charge que tous les deux ans, seule la moitié des fonctionnaires y ayant droit a eu l'occasion de voyager à ce titre depuis l'adoption de la nouvelle politique.

24. La nouvelle politique des voyages a entraîné une baisse de 38 % des versements forfaitaires accordés au personnel de l'ONUG. Le taux d'utilisation de la formule a diminué de 97 à 90 %, mais les fonctionnaires de l'Office continuent pour la plupart à choisir la somme forfaitaire. L'application par le Secrétariat de l'Organisation de sa nouvelle politique de versements forfaitaires a toutefois creusé

l'écart avec les sommes forfaitaires versées par d'autres organismes des Nations Unies basés à Genève qui n'ont pas appliqué la même baisse.

25. Une comparaison effectuée par l'ONUUV entre le coût moyen des versements forfaitaires en 2012 et ceux de la période allant de janvier à septembre 2014 a mis en évidence une baisse moyenne de 9 % du montant de ces versements, alors même qu'une augmentation sensible du nombre des fonctionnaires ayant demandé la fourniture par l'Organisation de services liés aux voyages a été enregistrée.

26. La CEPALC a comparé le montant des sommes forfaitaires versées à un groupe représentatif de son personnel ayant effectué des voyages à l'occasion du congé dans les foyers en 2012 et en 2014. Les résultats de cette comparaison ont révélé une diminution de 25 % du montant des versements forfaitaires. La CEPALC a attribué cette économie à l'effet conjugué de la modification du montant du forfait et à d'autres changements intervenus dans la politique des voyages et en ce qui concerne la destination des congés pris par son personnel recruté sur le plan international.

27. La CESAO a indiqué avoir économisé 21 768 dollars au cours de la période de septembre 2013 à septembre 2014 grâce à la modification de la politique des versements forfaitaires, alors qu'au cours de cette même période le nombre des membres du personnel ayant sollicité l'émission de billets d'avion à l'Organisation a sensiblement augmenté, entraînant ainsi des coûts supplémentaires en termes de temps de travail.

28. La CEA a indiqué que les changements récemment apportés à la politique des voyages lui avaient permis d'économiser 9 599 dollars sur les versements forfaitaires effectués à 64 fonctionnaires au total, entre novembre 2013 et octobre 2014.

29. Les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales n'avaient pas encore fourni de données fiables sur l'incidence des modifications apportées à la politique des versements forfaitaires. Un aperçu du taux d'utilisation de cette option par le personnel en poste au Centre de services régional d'Entebbe montre qu'environ 56 % des fonctionnaires ont fait le choix du remboursement forfaitaire au cours de la période de septembre 2013 à septembre 2014. En l'absence de données fiables sur le taux d'utilisation de cette formule avant la réforme de la politique des voyages, il n'a pas été possible de mesurer l'évolution éventuelle du taux d'utilisation de la formule du versement forfaitaire dans le cadre des missions. Le taux dont fait état le Centre régional de services d'Entebbe, plus bas que celui des bureaux hors Siège et des commissions régionales, pourrait s'expliquer par plusieurs facteurs, à savoir notamment l'absence de concurrence résultant du petit nombre de vols disponibles pour certains lieux d'affectation, ainsi que les avantages supplémentaires liés à l'émission de billets d'avion, comme la prise en compte du délai de route et l'expédition d'effets personnels non accompagnés.

30. Il convient de noter que la formule du versement forfaitaire réduit la charge de travail administratif liée à l'émission de billets et au traitement des demandes afférentes aux remboursements des frais de voyage, ce qui permet d'économiser sur les dépenses de personnel. Pour que l'Organisation puisse continuer à tirer parti de la formule du versement forfaitaire, le montant de celui-ci doit demeurer suffisamment intéressant pour que la grande majorité des fonctionnaires la choisissent de préférence à l'émission de billets d'avion, tout en conservant un bon

rapport coût-efficacité pour l'Organisation. Vu que la modification du montant du versement forfaitaire n'a pris effet qu'un peu plus d'un an plus tôt, seule la moitié environ des fonctionnaires en poste dans des lieux d'affectation ouvrant droit à un congé dans les foyers tous les 24 mois a été en mesure d'en profiter. Il faut donc qu'une plus grande expérience soit accumulée avant d'envisager de nouvelles modifications. La mise en service du module voyages d'Umoja dans l'ensemble du Secrétariat avant la fin de 2015 devrait permettre d'améliorer le suivi des voyages par avion et la communication de l'information y afférente. Par ailleurs, la CFPI effectue actuellement un examen complet du système de rémunération, qui comprendra une analyse du remboursement des frais de voyage et doit être présenté à l'Assemblée générale au cours de la partie principale de sa soixante-dixième session. **En conclusion, le Secrétaire général recommande de maintenir en l'état la disposition fixant le montant du versement forfaitaire à 70 % du tarif d'un billet en classe économique comportant le moins de restrictions, jusqu'à la première partie de la reprise de la soixante-dixième session de l'Assemblée générale au cours de laquelle sera présentée une proposition reposant sur l'expérience qui aura été acquise dans l'entretemps et les analyses qui en seront issues.**
